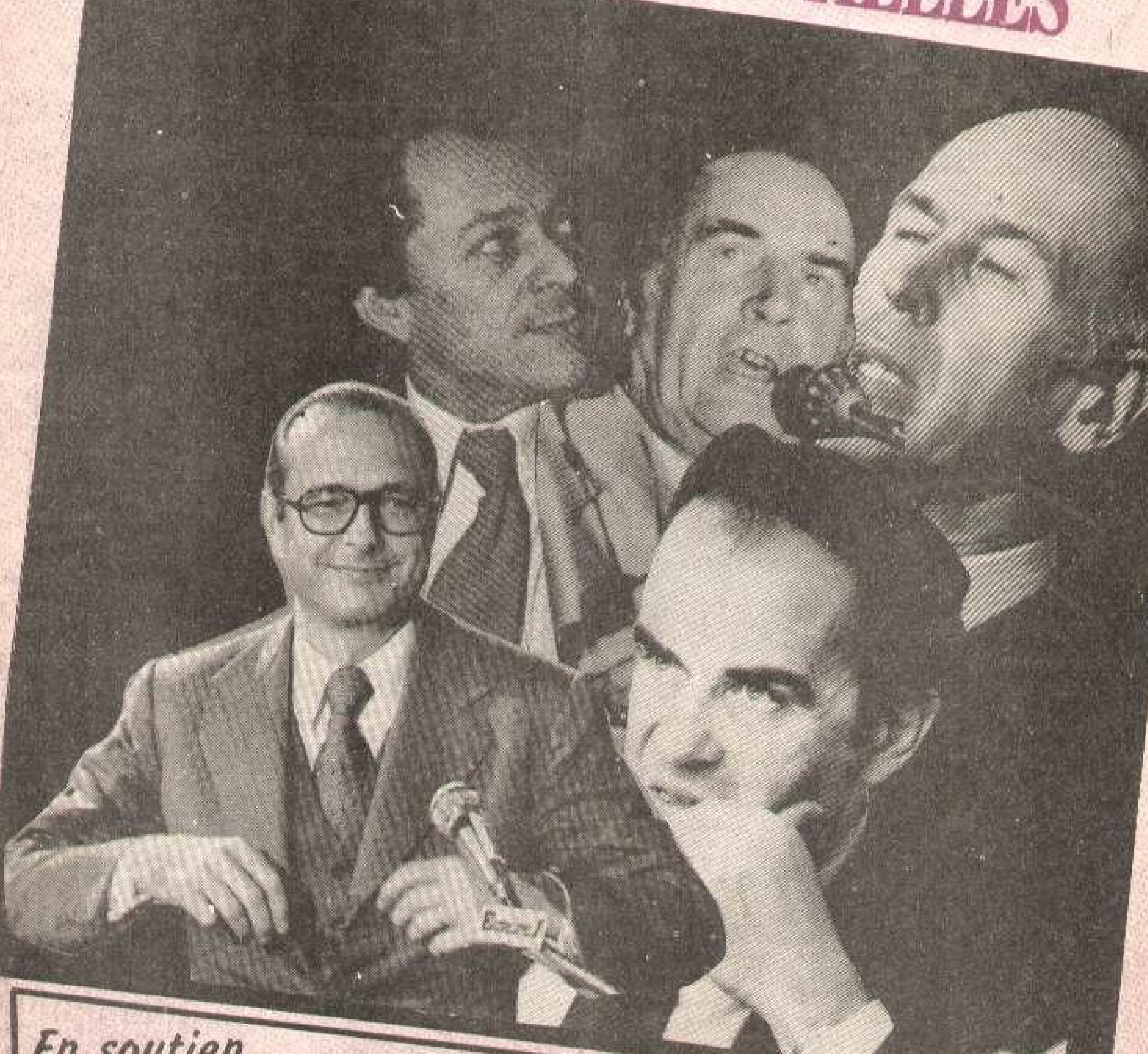
l'Humanité Rouge

Bimensuel 4 F. No 65 du 22 novembre au 5 décembre 1979 – Supplément à l'Humanité rouge No 1172

ENJEU : LES PRESIDENTIELLES



En soutien au peuple cambodgien

TENUE DE LA CONFERENCE DE STOCKHOLM: p.24, 25

Courrier des lecteurs



UN CHOIX MUSICAL TROP RESTREINT ...

Camarades,

(...) Je suis musicien (non-professionnel). Et j'aime ce que propose comme auteurs-interprètes Pierre Valsa : Lavilliers, Béranger, Pruenal, Dylan, etc.

Je suis d'origine petite-bourgeoise. Intellectuel. Et j'aime bien tout ce qui pointe dans la recherche musicale. Et surtout la manière utilisée par Valsa de l'expliquer, d'en parler.

(...). Il connait, il apprécie, il sent cette musique et la fait partager.

(...) Donc musicien, intellectuel. Mais je suis aussi un homme de Parti. Et c'est là que les problèmes se corsent. C'est là aussi que mes critiques porteront.

(...)

— 1) Une des premières critiques que l'on peut faire, c'est que le choix musical de Valsa est quelque peu restreint, éclectique (du folk, du rock, même si les genres musicaux se mélangent à l'heure actuelle. (...) Que fait-il de la musique classique, du jazz ? De la musique française populaire (Brel, Brassens, Ferrat, et j'en passe !...). Donc un choix musical vraiment étriqué, subjectif, je dirai qui n'intéresse qu'une certaine couche sociale. La mienne par exemple. Mais c'est se leurrer de croire qu'elle n'est touchée que par ce genre musical. En ce sens-là, Valsa pèche par sectarisme (...)

(...)

— 2) Il aurait plutôt intérêt à suivre la politique des « *Cents fleurs* ». Intérêt politique, j'entends. Cela lui serait plus rentable et son expérience d'autant plus riche... au lieu de se cantonner à une seule forme musicale — qui de toute façon est éphémère.

(...)

— 3) Ce que je veux dire est simple : se placer du point de vue d'une seule « ligne », d'une seule tendance musicale allant dans un sens progressiste, selon laquelle toute acquisition nouvelle s'accumule et devient le point de départ de nouvelles acquisitions est une grave erreur. Erreur théorique et politique : non seulement les lignes sont multiples mais on observe aussi des mouvements de recul dans la ligne la plus progressive. Tendance Punk par exemple. Ou Téléphone. C'est la raison pour laquelle il faut être très prudent... Qu'en Allemagne, le rock soit antifasciste, c'est une chose ; en France, personnellement, je ne sais où il se situe.

C'est pourquoi il faut davantage étudier et ne pas s'époumonner à tout vent sur tout ce qui sort des « baffles » délirants ou à caractères sociaux de la musique actuelle. Car il est possible qu'en croyant que l'on a une bague en diamant au doigt, on s'aperçoive un peu tard que ce n'était que de la camelote.

— 4) Une toute petite chose pour finir. J'ai participé au spectacle de la Lyre des travailleurs à Alsthom-Saint-Ouen. Personnellement, il y a des chants que je n'aime pas (exemples : La riposte, Faut s'organiser). Mais à la fin du spectacle, des femmes sont venues nous voir pour avoir les paroles de ces chansons-là précisément, dans l'intention peut-être de les apprendre ou de s'en servir pour les manifs... Alors que dans le spectacle, il y avait davantage de chansons méthodiquement plus belles, plus raffinées. Ce que j'en retire est ceci : ce qui me semble intéressant dans la Lyre, par rapport au répertoire d'autres musiciens, c'est que les lignes mélodiques, les formes musicales, le contenu sont très variés (à peu près 35 chansons). La variété (...) permet de satisfaire musicalement et idéologiquement différentes couches sociales (...). Si ces femmes ont apprécié ces deux chansons, cela ne veut pas dire qu'il ne faut faire que cela. Car l'on tomberait dans la facilité et le stéréotype. Bien au contraire, il faut élever le niveau culturel des masses. Mais je n'oublie pas, d'un point de vue « objectif », que des gens apprécient ce genre de musique. Et c'est aussi à partir de ce niveau bas, du point de vue culturel, qu'il faut comprendre les réactions de certaines personnes qui n'ont pas de formation musicale « raffinée ». Et cela dépend principalement des conditions de vie et du matraquage idéologique et culturel des masses. Les différences de niveau sont grandes (...).

PS : J'aimerai que cette lettre ne soit pas une feuille morte. Et qu'un débat ou un échange de lettre, pourquoi pas, s'installe dans le bimensuel.

Denis DELFORGE

Ta contribution nous a vivement intéressés. Nous sommes partisans nous aussi de la politique des « cent fleurs » que tu souhaites voir développer. Nous nous sommes déjà efforcés de refléter divers courants (notamment dans les pages musique — Gaston Couté, Écoute s'il pleut, etc.), mais certes avec des insuffisances.

Dans l'avenir, nous essaierons d'aborder des sujets variés, de mettre en avant ce qui va dans le sens de notre combat tout en analysant ce que reflètent de nouveaux courants. A cet égard, il est intéressant de réfléchir à ce qu'a dit Mao : *« Notre critique littéraire et artistique doit être étrangère au sectarisme », « nous devons admettrre l'existence d'œuvres littéraires et artistiques reflétant des vues politiques variées. Mais en même temps, notre critique doit rester inébranlable sur les positions de principe ».*

A propos de ta demande de débat, il ne nous semble pas opportun de lancer actuellement un débat sur les problèmes culturels. En revanche, le courrier des lecteurs peut être utilisé pour l'expression d'avis divers sur les questions culturelles comme sur les autres problèmes.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs : Intérieur :* Pierre Burnand, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International :* Annie Brunel, Serge Forest, Évelyne Le Guen, Jean Schubert. *Culturel :* Léon Cladel, Estelle Delmas, Frédéric Lachaise, Bob Regard. *Secrétaire de rédaction :* C. Dhalluin. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

21

Congrès FTM-CGT

7

Sécurité : Dunkerque sidérurgie, navale



23

Iran



PETROLE

Qui est responsable du «désordre des prix ?»

Le 12 novembre dernier, Barre proclamait : *« Si tous les pays — pays producteurs et pays consommateurs — ne manifestent pas, dans les circonstances actuelles, un exceptionnel esprit de responsabilité, le monde, et je pèse mes mots, peut s'acheminer vers le désastre »*. En juin, il avait déjà menacé : *« L'effort en faveur du tiers monde ne pourra plus être aussi ample »*. De même, Giraud déclarait : *« Entre pays producteurs et pays consommateurs, il n'y a autre alternative que la consultation ou l'affrontement »*. Parallèlement, s'adressant aux pétroliers français, Pompidou leur avait conseillé : *« Soyez aussi gros que possible »* et Giraud renchérissait dernièrement : *« Gagnez le plus d'argent possible »*. Alors qu'en est-il réellement ?

par Joël FABIEN

• La réalité des prix en France

De la simple lecture du tableau ci-dessous, on peut tirer deux conclusions immédiates. Au total, le prélèvement des États s'élève à 1 116 F, soit 76 % du prix total. En 1974, les pays producteurs étaient plus gloutons que le fisc français. Celui-ci s'est largement rattrapé, faisant passer sa part du gâteau de 37 % à 46 % !

D'où une première constatation : les États consommateurs tirent (« extorquent ») un revenu non négligeable de l'activité pétrolière. C'est ce revenu qui, s'ajoutant au prix de production « général », contribue à former le prix de marché national des hydrocarbures. En fait, son montant ne dépend ni des rapports de production ni des rapports de propriété qui régissent l'industrie pétrolière : il est déterminé principalement par les rapports de force politiques rencontrés au sein même des États consommateurs. Analyser, en France, la fixation du prix des hydrocarbures ne peut donc être disjoint des choix politiques de la classe dirigeante.

Cette analyse n'est pas l'objectif de notre article. Nous voulons seulement définir les divers éléments qui entrent dans la formation des prix au niveau « général » — au niveau mondial.

DÉCOMPOSITION DU PRIX DU PÉTROLE RAFFINÉ PAYÉ PAR LE CONSOMMATEUR FRANÇAIS

(La tonne)	1er janvier 1979		1er janvier 1974	
Coût de production	22	1,5 %	23,5	2,4 %
Prélèvement État producteur	446	30 %	393,2	40,2 %
Transport	42	2,5 %	31,7	3,2 %
Raffinage distribution	290	20 %	168,6	17,2 %
Fiscalité française	670	46 %	363	37 %
Prix	1 470	100 %	980	100 %

D'après les Échos

Un processus de production à plusieurs niveaux

L'industrie pétrolière comprend plusieurs niveaux : recherche-extraction, transport, raffinage, distribution. La recherche-extraction du brut est bien une opération productive : le brut extrait a des qualités physiques différentes de celles qu'il a lorsqu'il est en terre. Suivant les techniques employées et les qualités du brut utilisées, il est possible de choisir les produits de raffinage et de faire varier les quantités relatives.

(Suite page 6)

EDITORIAL



TOUT FAIRE POUR QUE LES ALSTHOM GAGNENT

Voilà près de deux mois que les travailleurs de l'Alsthom, à Belfort, à St-Ouen, à Marseille, à Alès sont en grève pour leurs salaires, pour leurs conditions de travail : pour défendre leurs droits qu'un patronat de plus en plus arrogant prétend effacer, au nom de « difficultés » que contredisent les profits réalisés dans le groupe et les milliards que la direction, à Belfort comme à St-Nazaire, projetait de dépenser pour un fastueux centenaire. Lutte pour la dignité, face à une politique antisociale et antipopulaire que mènent patronat et gouvernement, pour mettre à genoux la classe ouvrière et soumettre tous les travailleurs à leurs plans de redéploiement et de restructuration industriels.

Cette lutte, la direction de l'Alsthom a tout tenté pour la briser. Et l'Alsthom, c'est la CGE, c'est Ambroise Roux (vice-président du CNPF), c'est une des réussites et un des enfants chéris de la France de Giscard d'Estaing. Alors les moyens ne lui manquent pas ! Mais jusqu'ici, rien n'y fait ! Ni les menaces, ni la présence de plus en plus pesante des forces de police à Belfort, ni leur intervention brutale à St-Ouen...

C'est que tous les travailleurs se retrouvent et se reconnaissent dans cette lutte : les Alsthom, face aux plans gouvernementaux, face à l'offensive patronale, sont aujourd'hui en première ligne. Les travailleurs les soutiennent. D'ailleurs, lorsqu'ils sont sollicités, c'est sans réserve qu'ils expriment leur solidarité ; là où les collectes sont organisées, elles donnent parfois des résultats considérables. Dans les régions concernées, en particulier à Belfort, la population a, à plusieurs reprises, manifesté son appui total aux grévistes.

De plus, dans les entreprises du groupe qui sont en grève, l'unité syndicale, l'unité des diverses catégories de travailleurs s'est maintenue et même consolidée au fil des jours, malgré les efforts de division de la direction. Les travailleurs en lutte ont montré à chaque étape du combat une volonté de vaincre qui n'a fait que se raffermir et qui s'est traduite par une multitude d'initiatives dans tous les domaines : « trésor de guerre » à St-Ouen (pour mieux empêcher la direction de relancer la production) et saisies de documents instructifs quant aux méthodes patronales ; radio-libre à Belfort, journée région morte ; antenne-survie à la SAFT (Alès) pour mieux utiliser les fruits de la solidarité... La démocratie ouvrière, ciment de l'unité a connu des formes et des développements remarquables.

Mais l'ennemi n'a toujours pas cédé. C'est que l'enjeu est d'importance. Remportée directement face au patronat et au gouvernement, une victoire des Alsthom serait un coup d'arrêt à la politique d'ensemble du gouvernement et du patronat, à leur offensive contre l'ensemble des travailleurs : si l'on peut faire reculer un groupe aussi puissant que l'Alsthom, un trust comme la CGE, un des piliers du système actuel, alors c'est bien l'espoir de pouvoir briser l'offensive antipopulaire dans son ensemble. Ce serait bien sûr une victoire pour tous les travailleurs.

Dans cet affrontement, l'ennemi compte sur le temps : l'essoufflement de la lutte, faute de « munitions ». *C'est pourquoi la solidarité développée le plus largement, dans tout le pays est particulièrement importante, pour Belfort et pour tous les « Alsthom » en lutte.*

L'ennemi compte aussi sur la possibilité de « manger les morceaux un par un » : isoler telle usine et y forcer la reprise, jusqu'à isoler les points forts et y briser le mouvement. La propagande gouvernementale prend bien soin de parler le moins possible des Alsthom en général et quand elle en parle c'est à propos d'une histoire d'explosifs à Belfort où il semble que la direction ait trempé... *C'est pourquoi il serait très important aussi que se resserrent les liens entre les Alsthom en lutte*, comme cela avait pu commencer à se faire lors de la manifestation à Paris, et même encore mieux, que le mouvement s'étende dans tout le groupe. Chaque usine y gagnerait pour faire triompher ses propres revendications et toutes y gagneraient pour faire triompher les revendications communes.

Il faut tout faire pour que les Alsthom gagnent !

Jacques DUROC

Le processus a une histoire : il s'est allongé en taille et en complexité. Si l'on veut définir le taux de profit, il faut prendre pour base l'ensemble des capitaux investis à tous les niveaux du processus. D'ailleurs, quel qu'il soit, tout producteur cherche à s'implanter dans l'ensemble des niveaux : c'est l'intégration « verticale ». Et c'est grâce à leur puissance que les firmes intégrées verticalement et opérant à l'échelle mondiale ont pu jouer un rôle dominant. Elles avaient *la possibilité de faire apparaître leurs profits où bon leur semblait.*

• Les différentes catégories de rente

Du fait que le pétrole brut existe dans le sol en quantité finie, ou du moins que le temps nécessaire à sa formation est sans commune mesure avec la vitesse à laquelle il est extrait. Les capitalistes pétroliers raisonnent en termes de « coût de remplacement » ou « de reconstruction » et incluent donc pour fixer les prix, le coût de mise en œuvre du processus de recherche-extraction. Mais, constat : des différencess importantes existent d'une part entre le prix du marché et le « prix de reconstitution », d'autre part entre différents prix de reconstitution. D'où si l'on suit Marx, le recours à la théorie de la rente. La rente peut revêtir plusieurs formes : *Elles ont toutes pour point commun de correspondre à de la plus-value qui, réalisée, donne naissance à des surprofits.*

Sans rentrer dans le détail de la théorie de la rente (il faudrait plus de deux pages), énumérons les différentes formes qu'elle prend dans l'industrie pétrolière. *L'existence de ces dernières éclaire toute l'histoire du pétrole, parce qu'elle définit les rapports capitalistes qui la régissent.*

• Les rentes foncières

Elles apparaissent pour deux raisons.
1) Le prix de production de l'industrie s'applique à tous les producteurs, alors que le prix individuel de certains d'entre eux peut lui être inférieur.
2) L'existence de la propriété des gisements constitue un élément de monopole. On pourra ainsi distinguer : la « rente minière », liée à la profondeur et au débit du puits ; la « rente de position » dont bénéficient les gisements situés à proximité des zones de consommation ; la « rente technologique » due aux procédés utilisés, plus ou moins productifs.

La lutte des pays producteurs est la lutte pour reprendre aux firmes occidentales le bénéfice de ces rentes qui leur avait été « extorqué » à la faveur des rapports impérialistes de domination. Mais si l'on peut considérer qu'elle est largement victorieuse pour les trois premières firmes, le fait que la technologie leur échappe encore donne une arme aux Occidentaux. Rappelons que de 1974 à 1978, les USA, la RFA et le Japon ont triplé leurs exportations d'équipement et de matériel de transport vers les pays de l'OPEP. Ceci parce que les grands pétroliers continuent de jouir *des rentes de monopoles*, du fait du contrôle qu'ils continuent d'exercer à tous les niveaux du processus de production, à partir de l'extraction. Perdant une partie de leurs surprofits par l'abandon de la propriété privée, ils entendent non seulement ne pas perdre le reste, mais compenser la perte au niveau du transport, du raffinage et de la distribution. Ce sont bien eux les fauteurs d'inflation.

A noter d'ailleurs que les prélèvements fiscaux opérés par les Etats consommateurs sont aussi une rente de monopole dont l'existence et l'importance s'expliquent essentiellement par les rapports de force au sein de leurs formations sociales.

Les rentes ont constitué et continuent de constituer des *« barrières »* à l'entrée de l'industrie du pétrole. La bataille menée par les monopoles privés ou d'État, et notamment par les sept « Majors » se joue autour de ces barrières ; suivant les époques, pour les élever (en profitant, en « extorquant » le progrès technique, en jouant sur une demande jusqu'ici en croissance rapide, en mettant en œuvre une stratégie de croissance continue, en cherchant à maximaliser les rentes, les entrouvrir (pour les sociétés d'État française, italienne, japonaise notamment) — ou les *maintenir à tout prix* — fusse par le recours à l'intervention armée, grâce à la fantastique puissance financière qu'ils représentent.

• Quelle issue ?

C'est bien là que résident les risques de catastrophe brandis par Barre et non pas dans l'éventuelle « fermeture des robinets ». La seule issue serait effectivement l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial », basé sur un autre type de relations économiques avec les pays du tiers monde, fondées sur un principe d'égalité. Il se trouve qu'ils sont possesseurs de la plus grande partie des sources de matières premières. La loi du capitalisme dominant a été de leur extorquer au moindre coût et de leur faire payer très cher non seulement les équipements industriels, mais les « transferts de technologie ». Le nouvel ordre économique ne sera pas dû à l'initiative des deux superpuissances. L'Europe en aura-t-elle le courage et la capacité idéologique et politique ? C'est la dernière chance de paix.

Joël FABIEN

LES TROIS GRANDS TYPES DE CONTRATS PÉTROLIERS

Les contrats de concessions.

Un État accorde à un tiers pendant une certaine durée et sur une certaine superficie, le droit exclusif de recherche des gisements d'hydrocarbures. En cas de découverte, le concessionnaire non propriétaire du gisement, a le droit exclusif d'extraire les produits et d'en disposer librement (sous réserve de certaines obligations techniques, financières...).

Les contrats d'association

La société nationale d'un État producteur s'associe avec un groupe pétrolier étranger. Le partenaire étranger prend à sa charge les travaux d'exploration et, en cas de découverte, les associés se partagent la production.

Les contrats d'entreprise

La société nationale d'un État producteur confie à un groupe pétrolier étranger le soin de procéder, pour son compte, à des travaux de recherche et d'exploitation de gisements d'hydocarbures. On distingue deux catégories :

1) Les contrats d'assistance technique où la société pétrolière procède à un ensemble de travaux (sismique, forage, etc.) en contreparte d'une rémunération en pétrole brut ou en gaz naturel.

2) Les contrats d'entreprise ou d'agence où l'entrepreneur n'est remboursé de ses travaux de recherche qu'en cas de découverte et reçoit en contrepartie le droit d'acquérir, à un prix préférentiel, une part de la production des gisements qu'il a contribué à découvrir.



DUNKERQUE

«On n'achète pas la vie avec des primes !»

95e mort à Usinor-Dunkerque, Lionel avait 25 ans. Il venait de Denain ...
Sa mort, comme celle de ses camarades,
montre toute la nécessité de la lutte des travailleurs pour leurs conditions de sécurité,
car les patrons ne s'intéressent qu'au «matériel humain»,
producteur de profit, pas à la vie des ouvriers.

par Rémi DAINVILLE.

Chassé à Usinor-Dunkerque par la logique du démantèlement et du profit des maîtres de forges, Lionel Poix a été embauché au train à bandes. Lionel est mort à son poste de travail le 29 octobre dernier parce qu'il n'avait pas été formé pour ce nouveau travail, parce qu'il était seul à un poste dangereux, parce que les effectifs sont insuffisants, parce que la sécurité n'est pas respectée par le géant de l'acier qui tient pour rien la vie des hommes.

« Une flamme gigantesque est sortie, je l'ai prise en pleine face »

Il faut rappeler certains accidents à Usinor-Dunkerque pour bien mesurer toute l'indécence de la déclaration d'un des directeurs, Nathan-Hudson : *« Il faut en finir avec la légende de l'usine de la mort »*.

Nous sommes le 5 février 1979 à l'aciérie Numéro un. Une explosion se produit et le feu, soudain, est partout. Là-haut, une cabine de pont roulant s'enflamme. Pour échapper à la fournaise, le travailleur agrippe l'échelle de corde de secours, mais celle-ci est déjà incendiée. Alors, les vêtements en feu, il se jette dans le vide et fait une chute de huit mètres. Il sera hospitalisé avec de graves brûlures, une fracture du crâne et plusieurs entorses.

Il est 10 heures du matin ce dimanche 22 janvier 1978. Comme d'habitude, une équipe nettoie le HF 2, parmi elle, Claude Machu, deuxième fondeur. Plus tard, sur son lit d'hôpital, il racontera : *« La manœuvre se déroulait normalement puis, tout à coup, le fourneau s'est débouché tout seul. Une flamme gigantesque est sortie, je l'ai prise en pleine face. Je souffrais énormément, j'étais comme assommé, mais j'ai pu me rendre par mes propres moyens à l'infirmerie. C'est le fourneau qui est responsalbe. C'est Usinor »*.

Oui, Machu qui venait de frôler la mort, avait raison de désigner la responsabilité d'Usinor. D'autant que sur ce poste, un tel accident s'était déjà produit à la fin de l'année 1977 : un travailleur avait été blessé en nettoyant le fourneau.

Dans un communiqué, la CGT déclarait alors : *« Décidément, Usinor-Dunkerque a bien tort de faire de l'autosatisfaction à propos des basses sta-*

→

tistiques du taux des accidents a Dunkerque. Une prime de sécurité ne sert à rien d'autre qu'à faire baisser les statistiques et à pénaliser sur leur salaire les camarades victimes des accidents ».

« On n'achète pas la vie avec des primes »

Il est vrai que la lutte sur la sécurité du travail menée par les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque avait permis de revoir utilement la question des fameuses primes-Usinor, prime de sécurité et prime de risque. Cela se passait en 1974, un dimanche de pentocôte : Jean-Paul Delalleau était tué au HF 4 lors du changement d'une tuyère. La longue grève des sidérurgistes contraindra les média à ne plus parler allusivement d'un « accident dans une fonderie dunkerquoise ». 72e mort à Usinor-Dunkerque, Delalleau était le premier tué du HF 4. La proposition est faite aux fondeurs en grève d'accepter une « prime de risque » accompagnée d'une augmentation de salaires. Mais la prime de risque ne supprime pas le risque et « *on n'achète pas la vie avec des primes* » ainsi que le dira dans un tract la CFDT qui organisé la lutte des travailleurs pour obtenir le changement automatique des tuyères.

La mécanisation d'opérations dangereuses

La direction prétend qu'il y a impossiblité technique, mais les hauts-fournistes avaient posé, par le débat

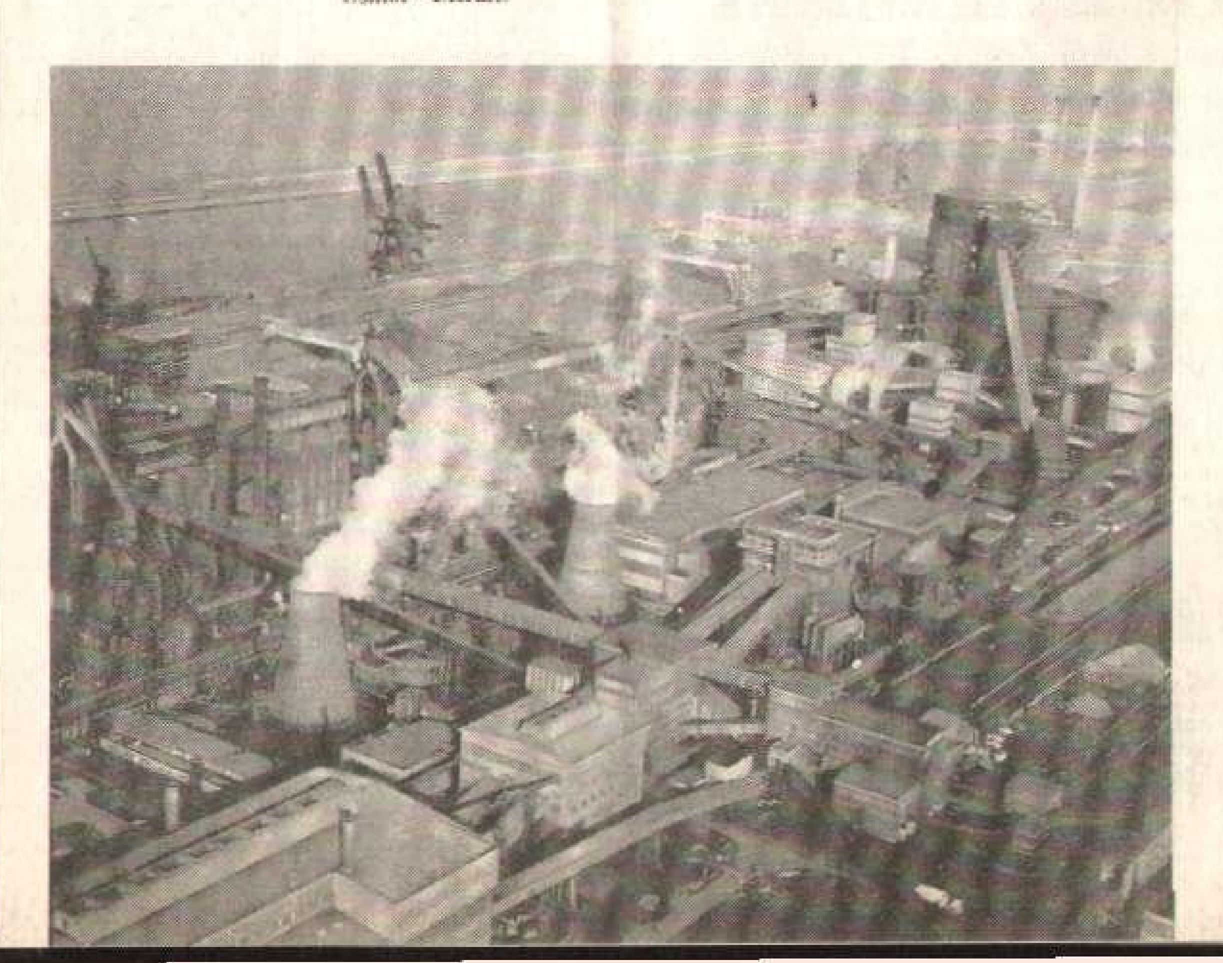


PORTRAIT D'UN TUEUR

18 mai 1973 : mise à feu du haut-fourneau No 4 d'Usinor-Dunkerque. Diamètre du creuset : 14,2 mètres ; hauteur : 86 mètres.
2 juin 1974 : mort de Jean-Pierre Delalleau (projection du coke lors du changement manuel des tuyères).
1975 : mort de Sebaenne (émanation de gaz sur la plate-forme).
30 mars 1977 : mort de Jean-Marie Domain (jet de fonte en fusion au trou à coulée No 1).
23 avril-15 mai 1977 : arrêt du HF 4 pour réparations.
Avril-28 décembre 1978 : arrêt pour réparations.
14 février 1979 : mort de Mohamed El Waridi. (Explosion de gaz et effondrement du plancher de coulée).

« Notre haut fourneau est l'un des quatre plus puissants appareillages de ce type en Europe. Sa capacité de production est de l'ordre de 10 000 tonnes par jour, soit environ 3 millions de tonnes par an. Il assure à lui tout seul la moitié de la production totale de la ligne des quatre hauts-fourneaux installés... » — Document Usinor - Extrait.

« Un haut-fourneau doit être conçu pour produire longtemps et régulièrement beaucoup de fonte de bonne qualité à bas prix. Le HF 4 devrait fonctionner de nombreuses années sans arrêt de longue date ». — Document Usinor - extrait.



et la lutte, le problème de l'amélioration de leurs conditions de travail. La machine existait dans d'autres pays : oui, cette opération très dangereuse pouvait être mécanisée ! L'obstination est toujours payante : le 20 janvier 1978 le premier essai de la machine avait lieu...

Dans le même ordre d'idée, les sidérurgistes exigeaient dès cette époque la mécanisation complète de l'opération de débouchage des trous de coulée (avec la perforatrice et selon la méthode dite « à forêt perdu ») et de l'opération de piquage de ces trous. C'est lors du piquage, en effet, que le fondeur Domain avait été tué en 1977: « *Quand j'ai piqué le jet est parti de biais complètement à droite, ce qui est anormal* », racontera-t-il plus tard, avant de mourir.

La mécanisation de certaines opérations dangereuses et un aspect de la lutte des sidérurgistes pour la sécurité du travail. Bien entendu, cette revendication a toujours été *rattachée à celle de la 5e équipe et de l'augmentation des effectifs.* S'ils sont évidemment liés à la nature des postes de travail, les accidents du travail découlent directement de l'insuffisance des effectifs, des cadences, de l'intensification des rythmes de travail. Usinor-Dunkerque a produit 4 221 000 tonnes d'acier en 1974, 4 144 000 tonnes en 1977 et 4 753 000 en 1978...

Dans la navale aussi

Dans la réparation navale dunkerquoise, la lutte pour la sécurité du travail est également à l'ordre du jour : le 15 septembre le jeune Gilbert Derue est tué à bord d'un navire, écrasé par la chute d'un poste à soudure. Le 27 septembre trois autres ouvriers sont grièvement brûlés à bord d'un minéralier en réparation à la suite d'une violente explosion. Ils mourront le lendemain matin sans avoir repris connaissance. Dans un communiqué, l'union locale CGT avait souligné l'ampleur et la gravité du problème de la sécurité du travail dans l'agglomération dunkerquoise : « *Les conditions de travail se détériorent dans toutes les entreprises. Exemple en un an, deux accidents mortels chez Lesieur, plus un blessé grave en mai 1979 à Usinor-Mardyck et un accident mortel. Pendant la fermeture des congés annuels, deux accidents mortels aux chantiers de France-Dunkerque. Pour ne citer que les accidents mortels et les plus récents, à cela on pourrait ajouter 94 morts à Usinor-Dunkerque depuis 1961. C'est donc une augmentation constante du taux de fréquence d'accidents ainsi que du taux de gravité dans toutes nos industries du littoral* ».

Dans la navale, une grève massivement suivie a été menée fin septembre-début octobre pour obtenir un bon accord de sécurité garantissant notamment l'emploi de permanents et semi-permanents de sécurité, dotés de moyens réels, inspectant les chantiers et pouvant décider d'interdire des opérations ou de les stopper en cours de route si des travaux présentent des risques importants. Présentés par les organisations syndicales, ces permanents seraient élus par les travailleurs et pourraient de la sorte pallier aux insuffisances que présentent inévitablement les CHS dans la navale. Au cours des négociations, la direction avait cédé sur le principe de agents de sécurité mais en refusant de s'engager clairement quant aux pouvoirs réels de ces agents et aux moyens dont ils disposeraient pour accomplir leur travail. L'accord n'ayant pas été signé, la lutte pour la sécurité du travail est toujours à l'ordre du jour pour ceux de la navale.

Assez de blessés, assez de morts

Sidérurgie-navale : oui, il est possible de freiner la course à la mort, de réduire le nombre des accidents du travail par des améliorations réelles des conditions de travail, par une réduction de la durée du travail, par l'embauche d'effectifs supplémentaires, par une amélioration et un renforcement des mesures de sécurité (CHS, permanents sécurité, etc.). Tout cela est affaire de lutte car, n'est-ce pas en définitive le seul langage que comprenne le patronat.

Rémi DAINVILLE



DUNKERQUE. VILLE SINISTREE

L'agglomération de Dunkerque compte 200 000 habitants et 40 000 travailleurs. L'industrialisation y a été menée à un rythme accéléré grâce à une classe ouvrière jeune durement exploitée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : de 1961 à 1976, on a dénombré 26 000 accidents graves du travail ayant entrainé une infirmité permanente plus ou moins importante, et 587 tués au travail. A elle seule, Usinor-Dunkerque a causé la mort de 95 travailleurs.

Les morts de la navale en septembre dernier ont jeté une lumière crue sur l'intolérable faiblesse de l'agglomération en équipements de secours et de soins. Pas de SAMU local en dépit de la fréquence des accidents sur les chantiers du port. Pas de service pour grands brûlés malgré la présence d'Usinor. Il est anormal que les blessés, surtout lorsque l'accident est grave et que chaque minute compte, soient acheminés au CHR de Lille distant de 80 kilomètres.

ALSTHOM-St-OUEN

Quand les ouvriers mettent le nez dans les combines du patron ...

Nos lecteurs ont pu suivre dans notre quotidien la lutte des *Alsthom-Saint-Ouen* qui se battent pour les 300 F pour tous, le 13e mois, la 5e semaine de congés payés, les 35 heures, les ponts payés, le paiement des transports, le déblocage des qualifications, le paiement des jours de grève.

Mercredi 14 novembre à 5 heures du matin, 500 CRS ont investi l'usine. Mais les « Alsthom » continuent la lutte et la solidarité s'est développée autour d'eux.

Grâce à la grève, d'intéressantes révélations ont été « découvertes » par les ouvriers de Saint-Ouen ; nous en publions quelques-unes ci-dessous.

D'importantes révélations...

Parmi les « saisies » des travailleurs dans les bureaux de la direction, un document fort intéressant : « *Les notions de base les plus indispensables à l'employeur confronté aux grèves* » (Citation).

Notons quelques perles, d'autant plus intéressantes quand on connaît les événements de la grève. Dans un chapitre, « *Précautions préalables à la grève* », il est recommandé de faire la « *liste des documents confidentiels à mettre à l'abri (documents fiscaux, régime d'entr'aide, liste du personnel, liste des clients et fournisseurs, rémunérations, notamment cadres.* » Comme on le voit ci-dessous dans le document fourni par la CGT et la CFDT, les directeurs ont dû être pris de panique au déclenchement de la grève et oublier ce détail.

* Par tous moyens de surveillance, de [illegible]
ou de renseignements, tentez de savoir [illegible]
M. [redacted], domicilié [illegible]
[illegible]
25, rue des [illegible], à SAINT OUEN,
s'exerce pas une activité salariée [illegible]
alors qu'il est en position de maladie [illegible]
l'entreprise, depuis plusieurs mois. *

A noter aussi le rôle assigné à l'encadrement qui joue dans ce domaine un rôle essentiel : concertation. « *L'encadrement compte de plus en plus souvent des grévistes. Au mieux, l'encadrement reste souvent passif. Cela est particulièrement grave. En cas de grève, l'employeur doit pouvoir compter sur celui-ci. Mais cela exige qu'il se soit occupé du problème de l'encadrement avant le conflit et mène à son égard une politique à long terme de confiance, d'ouverture, de délégation, l'amenant à se sentir vraiment concerné. C'est là l'objectif de la concertation* ».

Lors de *l'occupation* de l'entreprise par les grévistes, il faut, dit le rapport, « *agir vite et fermement* » :

« *Dès le risque d'occupation :*

— Avertir la chambre syndicale, l'inspecteur du travail, les autorités publiques ;

— Mettre à l'abri les documents confidentiels (...) ;

— Arrêter les entrées de matériel et de marchandises (prévenir les fournisseurs) afin d'éviter de grossir le " trésor de guerre " ;

— Évacuer les produits prêts à être livrés ;

— Éventuellement sortir les machines nécessaires à la poursuite de certaines fabrications à l'extérieur (...) ;

— Sortir les véhicules ;

Dès l'occupation effective :

(...)

— Prévenir les PTT (ne plus faire remettre le courrier à l'entreprise) ;

— Suspendre l'abonnement téléphonique ou brancher les lignes sur les Renseignements généraux ;

(...)

— Suspendre les lignes de car ;

— Suspendre le restaurant... »

Voilà quelques bons conseils pour Messieurs les patrons. Conseils qu'ils n'ont pas toujours le temps de suivre : la saisie par les ouvriers de ce document et de quelques autres, ainsi que le démontage à l'avance de certaines pièces, en sont la preuve.

... D'autres révélations encore

Extrait du dossier d'actualité envoyé à notre journal par la CGT et la CFDT :

« Savez-vous par exemple qu'on a trouvé des documents qui en disent long sur le rôle policier de la maîtrise, ou tout au moins de certains d'entre eux : tels ces *rapports policiers individuels* fait par un agent de maîtrise à son chef d'atelier qui décrit le comportement de tel ou tel ouvrier et, en particulier, celui des ouvriers combatifs et des militants syndicaux (en application d'une directive de M. Forey qui demande à la maîtrise de tels rapports).

— Autre découverte de taille : *un pistolet et des menottes découvertes* au gardiennage. Il y a quelques mois, des ouvriers de nuit nous avaient signalé qu'ils avaient été menacés de ces armes par un gardien. A l'époque (réunion de DP du 22 juin 1979), la direction avait levé les bras au ciel et nié tous les faits déclarant qu'aucune arme n'existait dans l'usine !

Et les salaires ? Tout au long de l'année, la direction refuse de nous communiquer le moindre chiffre sur les salaires. Eh bien, nous allons combler aujourd'hui cette grave carence. Savez-vous combien gagnaient en août 1978 (il y a un an) Messieurs...

Le Guern : 10 920 F Binet : 11 760 F
Chevalier : 14 175 F Chetaud : 8 505 F
Samat : 10 395 F Coussieu : 13 020 F
Michel : 11 865 F Gissot : 10 343 F
Bonnet : 11 130 F Godefroy : 10 605 F
Martin : 4 320 F (pas cher payé pour faire l'âne !).
Wynant : 10 500 F Girod : 9 450 F
Boussier : 13 650 F Hubert : 11 708 F
Guibert : 11 340 F.

Pour avoir les chiffres de 1979, rajouter 10 % au minimum.

On comprend pourquoi ces messieurs manifestent si peu d'enthousiasme pour nos revendications ! Que ferait-il de 300 F !

Quant à vous, travailleurs qui n'avez pas encore rejoint notre lutte, il est grand temps de comprendre où sont vos intérêts : du côté de ces gens qui vivent sur notre dos et dont ce tract donne un aperçu du vrai visage ou bien du côté des travailleurs en lutte ? ».

LE FIL DE L'ACTUALITE

Le libéralisme giscardien à l'action

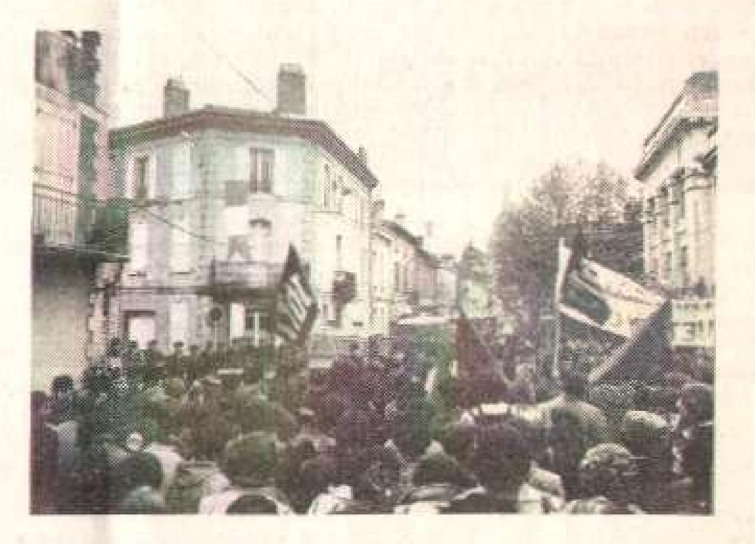
Aiguilleurs du ciel : face au gouvernement, une lutte importante et difficile

Dans la nuit du 14 au 15 novembre, les forces de police (CRS, gardes mobiles) investissaient les centres de contrôle d'Aix-en-Provence, de Brest et de Bordeaux : la direction de l'aviation civile, et derrière elle le gouvernement, prenaient des mesures pour isoler les « aiguilleurs du ciel » et tenter de briser un mouvement de plusieurs semaines déjà et qui a justement trouvé l'appui actif des autres catégories — ingénieurs, techniciens, électroniciens — de l'aviation civile.

Cette lutte se heurte de front aux plans gouvernementaux de restructuration de l'aviation civile. C'est une lutte pour l'emploi, pour des conditions de travail permettant d'assurer une vie normale aux aiguilleurs et une sécurité correcte aux passagers, pour la défense de droits menacés contre les limitations du droit de grève. A ce titre, elle mérite la solidarité la plus large, elle mérite d'être popularisée, car le pouvoir use contre elle du silence ou du mensonge.

On peut prendre contact avec eux, avec leurs organisations syndicales, dans les principaux centres (Athis-Mons, Aix, Brest, Bordeaux).

Par la voix du ministre Le Theule, le gouvernement a nettement fait savoir qu'il ne voulait rien négocier et qu'il réprimerait, ce qui a déjà commencé (plusieurs mises à pied). C'est cela la concertation giscardienne !



Visite de Giscard dans le grand Sud-Ouest... Mazamet, 17 novembre : CRS contre travailleurs.



A Golfech (près d'Agen), les manifestations contre la construction d'une centrale nucléaire sont réprimées par les forces de police, dans les villages, les écoles, les mairies.

Créer un réseau stable de diffusion militante



Bien des choses ont changé, il est vrai. La radio puis la télévision ont modifié la place de la presse dans notre pays ; les journaux « spécialisés » (sports, maison, photo...) se sont développés ; les petits journaux nés à la Libération ont disparu au profit de grosses entreprises de presse régionales et nationales. Et pourtant, faut-il faire une croix sur ce moyen d'expression et de combat ? A voir les polémiques actuelles quant au rôle des journalistes, de la presse dans la vie politique française, sûrement pas. La presse dite « d'opinion » n'est pas morte. Et la presse de parti, même en butte à d'énormes difficultés financières – et ce n'est pas nouveau – continue.

On peut rappeler rapidement l'histoire des CDH, ces comités de diffusion de l'*Humanité*, créés il y a plus de 25 ans par le Parti communiste français pour enraciner le journal du Parti dans les masses populaires. Ce ne fut pas une entreprise de vente de presse mais un gigantesque effort militant pour créer un réseau stable de diffusion militante.

Un militant de notre Parti, « ex-CDH », de ces périodes « héroïques », raconte : *« Je devais constituer un réseau CDH dans le quartier de la Glacière à Paris ; c'était un quartier populaire. Je diffusais au porte-à-porte plusieurs dizaines d'*Huma*, chaque dimanche. Nous n'étions pas de simples vendeurs, mais des militants communistes qui allions au devant des masses porter la voix du Parti et répondre à leurs interrogations. Nous vendions* l'Huma *mais aussi mobilisions sur telle ou telle action locale ou nationale du Parti... »*

La diffusion de sa presse est au centre de l'activité du Parti communiste; depuis des années, les communistes et leur Parti ont accumulé une riche expérience en ce domaine. La connaissons-nous suffisamment ? Pourrons-nous nous appuyer sur elle en 79 ?

Évoquons quelques autres souvenirs d'il y a 20 ans, vus de l'autre côté : l'image de ce communiste retraité qui, dès 5 h 30 le matin, vendait *l'Huma* quotidienne à la gare d'une banlieue parisienne ; le journal était au kiosque mais lui était là aussi, dans le froid ou dans la neige, au départ des trains ouvriers. Ou encore : le CDH, on l'attendait, le dimanche matin. Il portait le journal, bien sûr, mais sa venue, c'était plus encore : on pouvait l'interroger sur tel événement, critiquer le point de vue du Parti, donner une information sur tel fait politique local, suggérer une action. Le « CDH » constituait un lien vivant, étroit, entre le Parti et ses amis proches ou lointains. Diffuser une presse de Parti ne coupe pas des ouvriers et des autres travailleurs. Bien au contraire, il est un instrument d'une liaison plus étroite, quotidienne, qui contribue à concentrer les énergies et les pensées dans une action unique contre le capital et son État.

« Des liens de masse »

L'expérience de notre Parti ne saurait être une copie conforme de celle des CDH du passé. Pour de multiples raisons qu'il n'est pas possible d'aborder en ces quelques lignes.

Pourtant, nous n'avons pas rejeté les expériences du passé en bloc ; en avons-nous tiré suffisamment d'indications pour notre propre expérience ? La nôtre n'est pas négligeable non plus, en positif comme en négatif. Une chose est sûre : les diffuseurs de notre presse, comme par le passé, ne sont pas des « vendeurs » ; ces camarades, ceux qui vendent le bimensuel régulièrement en nombre ou vendent le quotidien à telle ou telle occasion particulière ont de multiples liens de masse ; ils ont engagé leur action militante dans les luttes, dans le travail d'organisation de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Des militants, des cellules de notre Parti ont mis au point des réseaux de diffusion dans leur entreprise, dans leur quartier : des mini « CDH » d'aujourd'hui en quelque sorte. Ce sont leurs expériences, leurs difficultés et leurs succès qui devront trouver place dans notre presse pour donner à sa diffusion le rôle idéologique et politique qui lui revient.



Etre dans l'opposition sans y être...



La recherche du consensus...

DOSSIER

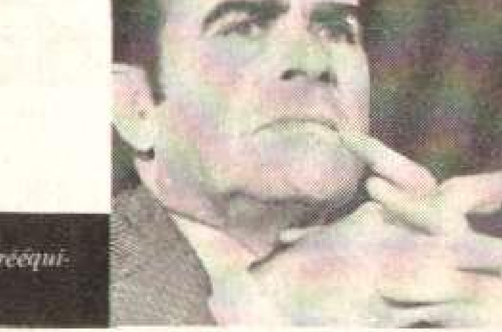
Scandales, sondages, crise politique larvée, rivalité PC-PS ...

ENJEU : PRESIDENTIELLES

Réalisé par Pierre Marceau et Pierre Burnand



Lequel des deux sera le candidat du PS ?



Une obsession... le rééquilibrage.

Pour la première fois dans les annales de la 5e République le Budget de l'État n'aura pas bénéficié cette année d'un vote majoritaire à l'Assemblée. Seuls, les artifices de la procédure auront permis au gouvernement de maintenir un projet qui est le concentré chiffré de toute sa politique de chômage et d'austérité. Cependant, cette image d'un gouvernement isolé, confronté à l'opposition des partis de gauche et privé du soutien inconditionnel d'un rassemblement chiraquien chez qui l'allié cède le pas au rival, ne rend compte que d'un aspect de la situation politique. En effet, cette image peut également se lire en négatif. Apparait alors :

1) La faiblesse de l'opposition avec ses deux motions de censure, ses polémiques antagonistes et surtout le fait qu'elle a perdu en même temps que les législatives de mars 1978 son crédit d'alternative politique à Giscard.

2) L'impuissance du Parti de Chirac. Certes, ci celui-ci fait des efforts méritoires pour se démarquer d'un président qu'il rêve de supplanter, il ne peut pour autant prendre le risque de mettre en péril une politique dont il est entièrement solidaire sur le fond.

AINSI, l'épisode du Budget fournit un saisissant raccourci de la situation des forces politiques à 18 mois de l'échéance officielle des présidentielles. Le tableau ne serait pas complet si l'on omettait de souligner l'attitude de défiance à l'égard du pouvoir et même des institutions qui prévaut chez un nombre grandissant de travailleurs. Cette attitude fondée sur l'expérience douloureuse d'une politique giscardienne (considérablement aggravée depuis mars 1978) qui a la figure de Raymond Barre, s'est trouvée récemment confortée par la révélation d'« affaires » qui ont eu le don de faire déchoir Giscard du piédestal d'où il scrutait le 2e millénaire.

DES à présent, c'est sur l'issue des élections présidentielles que chacune des parties en présence fonde l'espoir de dénouer en sa faveur la situation actuelle. C'est particulièrement vrai pour Giscard qui vient encore, lors de sa dernière tournée dans le Sud-Ouest, de multiplier les appels au « dialogue constructif », en d'autres termes, au consensus.

Ce projet d'élargissement sur la gauche de la majorité présidentielle qui scellerait une nouvelle forme « d'union sacrée » est né sur les ruines de l'Union de la gauche. Depuis Giscard ne manque pas une occasion de louer le réalisme de certains leaders syndicaux ou de souligner le respect dans lequel il tient certains courants de l'opposition socialiste. Toutefois, si le projet de consensus n'a pu voir le jour qu'à la faveur d'une division persistante de la gauche, sa réalisation ne saurait aboutir – sauf circonstances exceptionnelles – qu'après un nouvel échec électoral des partis de gauche et au prix, sans doute, d'une division du parti socialiste. Cette perspective, pour être giscardienne, n'a cependant rien de fatal. D'une part, parce qu'elle va à l'encontre des intérêts des autres partis concurrents pour 1981. D'autre part, parce que l'état d'esprit de renoncement face à la crise qu'elle suppose chez une partie importante de travailleurs ne prend pas le chemin de se répandre. Au contraire, les luttes de l'automne 1979 ont vu un éventail plus large de travailleurs participer à l'action dans le privé ou le public, dans l'industrie ou le commerce.

RPR : comment être dans l'opposition sans y être ?

Le RPR et son chef sont engagés dans une partie difficile dont l'enjeu pourrait bien être : triompher ou disparaitre. A tout le moins, c'est l'avenir politique de Chirac qui se jouera au terme des élections présidentielles dont l'automne 1979 aura connu le coup d'envoi.

« Durcissement », « épreuve de force », à entendre les commentaires qui accompagnèrent l'attitude du RPR lors du débat dubgétaire, on aurait pu croire qu'il s'agissait d'un parti d'opposition. Pourtant, rien de tel. La mini-crise ouverte par les chiraquiens autour de deux milliards d'économie qu'ils demandaient sur les frais de fonctionnement de l'État s'est terminée mardi 20 novembre par l'adoption sans vote du budget 1980.

Entre le bruit fait autour de ces deux milliards – que Barre qualifia non sans raison de « prétexte » – et le refus de censurer le gouvernement, se trouve défini le maigre espace sur lequel doit se dérouler l'affrontement que le RPR a décidé de mener contre le candidat Giscard.

Tout a commencé au lendemain de l'élection au Parlement européen du 10 juin dernier. A l'heure des comptes, Chirac qui avait quitté le gouvernement en 1976 pour mieux réinvestir le pouvoir dans sa totalité vit son rassemblement arriver bon dernier dans la compétition à quatre. Imaginez l'amertume pour les héritiers d'un Parti qui, pendant 16 ans, s'identifia avec l'État lui-même. Dès lors, il y avait urgence à tirer la leçon d'un scrutin dont l'enjeu fut dans notre pays notoirement plus national qu'eu-



ropéen. Le diagnostic des causes du déclin RPR n'est pas trop dur à faire. Non seulement les milieux dominants du capitalisme monopoliste, Ceyrac en tête, avaient fait de Barre l'homme lige de l'augmentation du taux de profit mais de plus le RPR était en train de ruiner son crédit auprès de ses électeurs par l'incohérence de son comportement politique.

D'un côté, Chirac stigmatisant dans l'allié UDF *« le parti de l'étranger »* (appel de Cochin du 6 décembre 1978) et dans le régime giscardien *« quelque chose d'autoritaire et de sournois qui me préoccupe »* (2 avril 1979), de l'autre un groupe parlementaire RPR qui, comme au bon temps des godillots, apporte sans coup férir son soutien à Giscard. Pour tenter de remonter cette pente fatale, le RPR va donner un cours nouveau à sa politique. Objectif : affaiblir le gouvernement et surtout Giscard tout en promouvant pour lui l'image d'un parti-recours dans *« le cadre du choix de société »* fait en mars 1978.



Commission parlementaire...

La première tentative de Chirac se soldera par une piteuse débandade. Le terrain choisi pour mettre en difficulté les giscardiens fut celui des relations entre le pouvoir et l'information. Ayant pris l'initiative d'une commission parlementaire d'enquête destinée à dénoncer la mainmise et les pressions de Giscard sur les média, les chiraquiens en furent réduits à l'issue des travaux à étouffer scandaleusement les dossiers en collusion avec les parlementaires UDF. En effet, ceux-ci n'avaient pas eu trop de mal à les neutraliser en faisant valoir que des révélations concernant les pressions sur l'information, ils en avaient au moins autant au service du parti gaulliste.

Débat budgétaire...

La tactique chiraquienne devait s'affiner par la suite, avec comme maitres mots « démarcation » d'avec Giscard et « infléchissement » de la gestion gouvernementale, pour déboucher sur la fronde budgétaire.

« Nous sommes très frappés que la presse étrangère ait adopté depuis quelques semaines un ton différent pour parler de la France qui nous rappelle celui utilisé avant 1958 ». Ce commentaire pas ingénu du tout, évoquant à mots couverts les « affaires », était fait, par le maire de Paris le 12 novembre dernier à l'issue d'une réunion du conseil politique du RPR. En effet, ce serait pure naïveté de croire que la préparation par Chirac des présidentielles puisse se situer seulement sur le terrain du débat parlementaire. Bien en peine qu'il est d'y faire état de divergences de fond avec la politique antipopulaire de Giscard. Alors on peut s'attendre d'ici 1981 à une riche moisson de rumeurs et d'intrigues. Et au train où vont les choses, sans doute plus qu'à l'occasion des successions de De Gaulle et Pompidou avec leurs affaires Markovitch et Arranda.

Et consensus

Et le consensus dans tout cela ? Si le RPR ne peut que souscrire à des perspectives d'union sacrée et de mise au pas des travailleurs par la collaboration de classe instituée, il ne peut par contre que s'opposer à la réalisation de ce projet par Giscard lui-même. Que le président de la République parvienne à élargir vers la gauche sa majorité par le ralliement de quelques talents socialistes, et du même coup c'est le processus de marginalisation du RPR qui s'en trouverait accentué.

Alors que le débauchage des gaullistes par l'Élysée a déjà privé Chirac d'autant de soutiens qu'il a rempli de fauteuils ministériels (et le perchoir à l'Assemblée), si en plus la politique de décrispation amenait dans les allées du pouvoir de plus gros gibiers que le pharmacien Robert Fabre, Chirac en serait réduit à n'être bientôt plus que la cinquième roue du carosse présidentiel.

Note : Homme lige : personnage dévoué à son protecteur.

QUOI DE NEUF POUR LE PARTI DU 23e CONGRES



Tout laisse penser que le principal résultat du 23e congrès, tenu au printemps 1979, aura été de remettre le Parti communiste français en prise sur les réalités décisives de la lutte de classe dans notre pays. Le parti de Marchais multiplie les appels à la lutte contre Giscard-Barre et leur compère Ceyrac tout en répudiant les excès électoralistes de la période du programme commun et les égarements politiciens d'une union conçue comme étant seulement une affaire de sommet. Bref, parti de lutte, parti tourné vers la classe ouvrière, le PCF le serait plus que jamais, en tout cas plus que depuis quelque dix années.

Voilà même que certains militants qui désespéraient du caractère révolutionnaire de leur parti se reprendraient à y croire ne serait-ce qu'un peu. En même temps, jamais la distance qui sépare le PCF des réformistes n'a paru si grande.

Chacun garde aux oreilles l'écho des vives polémiques qui opposent Marchais à Mitterrand et Maire.

A dix-huit mois des élections présidentielles, le Parti du 23e congrès est-il bien cet organisateur de la lutte contre le régime et l'artisan de l'unité à la base que présente l'*Humanité* ? Est-il bien le critique résolu du réformisme que suggèrent ses empoignades avec Mitterrand et Maire ?

Le PCF multiplie les appels à la lutte contre Giscard-Barre, le patronat... tout en se déclarant «réformiste » Comment analyser son action aujourd'hui ?

Depuis l'été particulièrement, le PCF multiplie les appels à la lutte et les initiatives contre le patronat et le gouvernement avec même un certain goût du spectaculaire. Il y a moins d'un mois, la réunion de son conseil national désignait l'entreprise comme le principal lieu de la lutte politique. Et en même temps réaffirmait une stratégie dont l'objectif déclaré est de rassembler les travailleurs pour des *« transformations qui doivent être engagées par les luttes dès maintenant »*.

Ce cours nouveau de la politique du PCF suscite bien des commentaires. Ceux du secrétaire général de la CFDT sont parmi les plus acerbes : *« Nous avons bien souvent, en ce moment, une sixième centrale syndicale — c'est le Parti communiste — qui définit les revendications à la place des syndicats, y compris à la place de la CGT, mais qui en plus n'a pas la responsabilité de conduire l'action, n'a pas la responsabilité de négocier avec le patronat, qui peut donc avoir une politique parfaitement irresponsable, des revendications parfaitement maximalistes et qui en définitive se moque pas mal de ce qui va advenir de l'action syndicale, ne s'occupant que d'une chose : redonner au Parti communiste la place prépondérante qu'il doit avoir »*.

A ces critiques de Maire, le PCF répond en mettant en évidence le lien nécessaire entre la lutte revendicative et la lutte politique. Et dans ce sens, il souligne le rôle qu'il a joué pour renforcer chez les travailleurs une opinion favorable à la lutte. Comment ? Eh bien, en particulier en démontant certains des arguments que ressassent patronat et gouvernement pour démoraliser et diviser la classe ouvrière : *« La crise, c'est la faute au pétrole, les licenciements sont inévitables et les sacrifices nécessaires, etc. »* Sauf à croire que la lutte revendicative puisse, surtout dans les conditions actuelles, se développer alors que les travailleurs se trouveraient désarmés sur le plan politique et idéologique, on ne peut en effet dénier à un parti qui se réclame des intérêts ouvriers le droit et le devoir de jouer un tel rôle.

Cette reconnaissance n'empêche nullement de contester l'analyse de la crise faite par le PCF ni d'en combattre les mots d'ordre empreints de chauvinisme. Mais là n'est pas le propos de Maire. En fait, celui-ci voudrait voir les partis cantonner leurs activités dans les sphères parlementaires et gouvernementales..

ce n'est pas tout. Quand l'activité du PCF dans le cadre des luttes se ramène à la mise en avant de ses banderoles et de ses élus sous les flashes complaisants des reporters de *l'Huma* ; quand les « cahiers de lutte » impulsés par le PCF dans les entreprises prennent la forme et la place des cahiers de revendications, est-ce que les syndicalistes ne sont pas fondés à dire qu'on est en train de leur marcher sur les pieds ? Et ces protestations n'émanent pas seulement des militants de la CFDT....

Ce n'est pas seulement dans l'entreprise que le PCF applique de bien singulière façon le mot d'odre d'unité à la base mis à l'honneur par son 23e congrès. Remarquablement absent des mobilisations qui ont suivi l'assassinat de Pierre Goldman, diviseur dans les luttes contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, pour les droits des travailleurs immigrés, et outrageusement récupérateur dans le mouvement en cours pour l'avortement et la contraception : tout concourt à souligner le caractère partisan et sectaire de son action.

Rééquilibrage de la gauche

Finalement, le mot d'ordre d'unité à la base est dénaturé dans sa pratique au point de n'être plus que le cache-sexe d'un autre qui s'intitule « rééquilibrage de la gauche ». Car cet objectif visant à réduire l'influence et le poids du Parti socialiste, demeure un des buts majeurs ainsi que le rappelait récemment Marchais sur les ondes de France-Inter : *« En ce qui concerne le deuxième tour de l'élection présidentielle, le candidat du Parti communiste va au combat pour arriver en tête de la gauche »*.

Soit dit en passant, on peut d'ores et déjà se poser la question : qu'adviendra-t-il si l'hypothèse optimiste d'une arrivée (du candidat PCF) en tête ne se réalise pas ?

Y aurait-il désistement ou non en faveur du PS ? Dans un cas, c'est l'échec complet du rééquilibrage ; dans l'autre (le refus de désistement), c'est vraiment créer les conditions d'un ralliement de tout ou partie du PS à une majorité giscardienne élargie sous le signe du consensus.

Au total, un beau nœud de contradictions qui pourrait bien pendre au nez du PCF d'ici dix-huit mois.

C'est bien entendu dans la personne de son secrétaire général qu'on voit poindre le candidat : voyages à l'étranger, rencontres au sommet avec des chefs d'Etat et de gouvernement s'ajoutent à la traditionnelle utilisation du petit écran pour donner de Georges Marchais l'image non seulement d'un leader d'opposition, mais d'un homme d'État.

Mais, nous dira-t-on : comment faire le reproche au PCF de vouloir jouer un rôle dominant à gauche en faisant reculer, au sein de la classe ouvrière et des couches populaires, l'influence du réformisme ? Comment lui faire reproche d'utiliser la bataille politique des présidentielles dans ce but ?

Assurément, rien ne saurait justifier pareil grief... sauf s'il s'agissait, comme Marchais en accuse légitimement les dirigeants du PS, de tenir un discours de gauche dans l'opposition pour finalement ramener les travailleurs dans l'ornière du réformisme.

«Réforme de structure»

C'est justement de cela qu'il s'agit. Et de façon singulièrement nette depuis que le 23e congrès, quelques années après le reniement de la dictature du prolétariat, a effacé toute notion d'étape qualitativement décisive dans la marche au socialisme. Maintenant, le PCF reprend à son compte les théories qui firent les beaux jours de la social-démocratie : le changement graduel par les réformes de structures. Ainsi, il n'est même plus question d'étape intermédiaire (1) entre capitalisme et socialisme. Désormais, la « démocratie avancée » a fait place à l'avancée démocratique. Toute cette conception nouvelle du PCF s'exprime dans un jargon moderniste dans lequel il n'est plus question du fameux « seuil » de transformation qui présida à la rupture de l'Union de la gauche ni de rupture avec le capitalisme, mais de « seuils » de « ruptures », de « conquêtes de positions » qui constituent l'avancée « pas à pas » vers le socialisme. On ne prône pas comme les sociaux-démocrates, la conquête de l'État de l'intérieur, mais l'« investissement de l'État par les luttes ».

D'ailleurs, l'un des auteurs d'un des ouvrages de référence de la politique du 23e congrès déclare en manière d'avant-propos : *« Ce que nous proposons, et j'utiliserai volontairement une formule quelque peu provocatrice, ce que nous proposons donc avec notre démarche autogestionnaire, c'est formellement ce que Lénine pourfendait comme réformiste dans* L'État et la Révolution ». Et pour finir, on apprend qu'il ne faut plus qualifier le PS de réformisme, que c'est le PCF qui est le seul véritable parti réformiste, tandis que le PS n'aspire qu'à gérer le système *sans rien y changer*. Nuance.

Pierre MARCEAU

---

(1) *« Pour une Stratégie autogestionnaire »* **par Félix Damette (membre du Comité central du PCF) et Jacques Schreibling (collaborateur du Comité central du PCF).**

Septembre 1979 : Garges-lès-Gonesse, rassemblement contre les expulsions. Le PCF, absent de l'unité à la base contre la politique anti-immigrés du gouvernement.



LE ROCARDISME : vous connaissez ?

Tous les derniers sondages d'opinion le présentent comme « l'homme qui monte ». Il devance de loin Mitterrand et est présenté avec insistance comme le meilleur candidat socialiste pour l'élection présidentielle. Le choix du candidat du PS ne se fera pas sans difficultés : Rocard ou Mitterrand ? Quoi qu'il en soit, on n'a pas fini d'entendre parler de Michel Rocard dans les mois et les années qui viennent.

D'où vient donc la popularité (entretenue complaisamment par les grands moyens d'information) de Michel Rocard ? Il est indéniable d'abord qu'il apparait comme un homme nouveau, à la différence d'un Mitterrand. Cela n'est pas sans influence sur une opinion lassée de voir les antennes monopolisées depuis des années par les mêmes éternelles figures.

Mais surtout, il apparait comme le porte-parole d'idées et d'aspirations nouvelles, cherchant des solutions aux problèmes du monde actuel et n'ayant jamais été compromis par sa participation au pouvoir. Dans une situation de crise profonde, il apparait comme la seule nouveauté du paysage politique officiel.

Qu'est-ce donc que le rocardisme ?

Dans les idées exposées par Rocard, il y a la prise en compte de profondes aspirations actuelles. D'abord, il y a la recherche d'une voie entre la social-démocratie et l'image négative du socialisme répandue dans l'opinion, le « goulag ». A de nombreuses reprises, Rocard a insisté sur cela.

Contrairement à d'autres, Rocard ne dissimule pas systématiquement le passé de la social-démocratie et n'hésite pas à déclarer, par exemple : *« Quant aux camarades qui croient qu'un langage neuf peut être dangereux et masquer une autre stratégie, je leur dirai ceci : avez-vous déjà perdu le souvenir de cet hiver noir du socialisme où la plus stricte orthodoxie marxiste servait de paravent à une politique réactionnaire ? Avez-vous oublié l'époque où les slogans de congrès – rupture, classe ouvrière, révolution – avaient pour écho dans la société civile et le gouvernement – Algérie, torture, troisième force, 13 mai – ? »*. Allusion au rôle de la SFIO sous la 4e République.

Rocard s'appuie également sur l'aspiration de plus en plus répandue à prendre en main ses propres affaires et insiste sur la nécessité de transformer les structures du pouvoir. C'est ainsi qu'il déclarait en avril 1978 : *« Depuis un siècle et demi, le capitalisme a toujours réussi à récupérer ce qu'il concédait en termes d'argent. On ne l'affaiblit qu'en attaquant son pouvoir. Le vrai problème de ce que l'on a tort d'appeler le qualitatif, c'est le pouvoir ; le pouvoir de chacun sur ce qui façonne sa vie quotidienne au travail et en dehors, comme le pouvoir d'État. »*

Il prend également en compte les aspirations nouvelles issues de Mai 1968.

Enfin, en prétendant « parler vrai », « tenir le langage de la vérité », Rocard met en cause les déclarations et promesses électorales qui ne durent que l'espace d'une élection. *« Il n'y a pas pire conduite d'échec*, déclare-t-il, *que celle qui consiste à tenir un discours à la tribune de nos congrès et un autre devant les électeurs, à promettre tout et n'importe quoi en pensant intérieurement qu'au fond personne n'a jamais respecté les programmes électoraux et qu'on trouvera toujours le moyen de se débrouiller par la suite... »*.

Ce sont là des aspects qui expliquent la montée de la popularité de Rocard. Mais regardons-y de plus près.

Dans la tradition réformiste

Une des caractéristiques des positions de Rocard est son opposition farouche au léninisme que, d'après lui, il faudrait rejeter et combattre car ce serait la source de l'apparition du « goulag ». A ce sujet, il déclare : *« Le socialisme, qu'est-ce que c'est pour Marx, par-delà la victoire dans la lutte de classe, sinon le dépérissement de l'État, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs ? Voilà le marxisme. C'est ce marxisme-là, le vrai, qu'il faudrait redécouvrir contre Lénine. »*

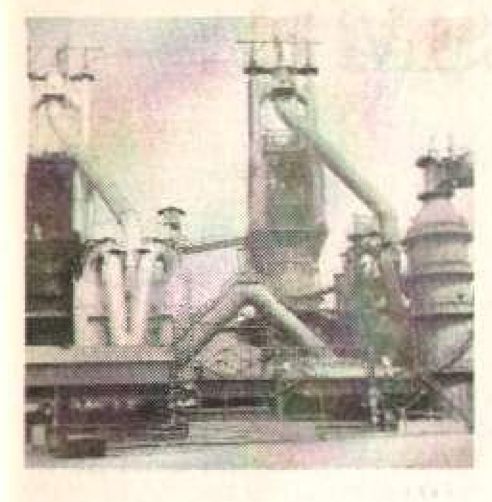
Les théories de Rocard sur « l'autogestion » sont peut-être alléchantes mais elles mettent soigneusement de côté l'avenir de ce qui, aujourd'hui, constitue l'appareil d'État de la bourgeoisie : la police, l'armée, la justice. A l'écouter, on pourrait passer d'une situation où le pouvoir est entre les mains des capitalistes à une société où les travailleurs pourraient être maitres de leurs affaires, pas à pas, sans que la bourgeoisie ait recours à la violence pour maintenir son pouvoir.

Cette question, pourtant décisive, est absente des perspectives de Rocard. La démarche de Michel Rocard est conforme aux vieilles conceptions réformistes et se heurte aux mêmes impossibilités à remettre en cause la domination de la bourgeoisie. Il faudra tenir compte, dit-il, des contraintes imposées par la situation léguée par la droite, des contraintes de l'environnement extérieur. C'est-à-dire qu'il faut faire comprendre aux travailleurs que leurs revendications ne pourront pas être toutes satisfaites. Et cela même alors que la propriété des capitalistes et l'État à leur service seront maintenus.

Dans les limites du système...

D'où la nécessité de ne promettre que ce qui peut être acquis dans le cadre du système. Toute la démarche de Rocard consiste à expliquer qu'il faut prendre des mesures maintenant la confiance et permettant de faire comprendre que tout n'est pas possible. Avant mars 1978, il estimait, par exemple, que le SMIC à 2 400 F n'était pas possible et préconisait par contre la mise sur pied d'assemblées régionales élues et différentes mesures permettant une décentralisation des pouvoirs.

Si de telles mesures peuvent être positives, il n'en reste pas moins que





Reconversion des secteurs non rentables, cela ne déboucherait-il pas, avec Rocard comme avec Giscard, sur des licenciements massifs ?

→

le pouvoir économique demeure entre les mains des capitalistes, que l'appareil d'État demeure inchangé pour l'essentiel et, qu'au bout du compte, les mesures proposées ont pour but de faire accepter aux travailleurs de limiter leurs revendications à ce qui est acceptable par le système.

A la veille du congrès de Nantes, en 1977, il écrivait : *« Tous les nouveaux maires de gauche qui ont hérité de leurs prédécesseurs de droite une situation quelquefois difficile, voire catastrophique, qu'il faut assainir avant même d'engager la réalisation du programme sur lequel ils ont été élus comprendront très bien ce que je veux dire. Mais s'ils savent expliquer cette situation, s'ils savent montrer, par une politique d'information et d'association aux décisions, par une prise en charge collective des problèmes même sans attendre les réalisations concrètes, que quelque chose a changé et que ce changement touche à l'essentiel, alors ils éviteront le pire, c'est-à-dire de commencer par décevoir. »* Ce que Rocard propose, c'est de pratiquer la même recette à l'échelle nationale.

Reconversions, austérité...

Quant on examine les orientations concrètes que préconise Rocard, que constate-t-on ? Voici ce que déclare Rocard au sujet de l'Europe : *« Si l'Europe prend son essor, ce sera à partir du fait que l'aventure industrielle moderne se sera jouée au niveau européen. Il faut bien voir que plus ça ira, plus les pays récemment industrialisés ou en cours d'industrialisation seront capables de faire de l'acier, de l'aluminium, de la bonneterie, de la confection, et petit à petit, des transistors. Les vieux pays qui paient cher leur main d'œuvre ne se défendront que s'ils sont toujours en pointe quant aux techniques. Ça vise aussi bien l'aventure spatiale que l'aviation lourde, les formes d'énergie nouvelle – le nucléaire étant l'une des formes d'énergie nouvelle –, mais pas la seule, que l'électronique fine, l'informatique et les grands ordinateurs, mais aussi la pétrochimie la plus qualifiée, la carbochimie la plus évolutive, etc. Cela vise également l'engineering, c'est-à-dire la vente, non plus de produits, mais de savoir-faire, la capacité de fabriquer ces produits, les usines « clés en main », etc. Or, plus ça va, plus certaines de ces techniques exigent une telle masse de capitaux et de chercheurs que la définition n'en est plus pertinente qu'au niveau européen et non plus au niveau national. Je crois, pour ma part, que l'Europe prendra corps si nous arrivons, à travers la somme d'un certain nombre d'expérimentations, à créer assez d'interférences et d'interpénétrations entre nous tous. L'Europe spatiale seule n'y suffira pas, l'Europe de l'informatique non plus. Mais si on arrive à tout cela à la fois et si, en plus, on parvient à trouver, au niveau européen plutôt qu'au niveau national de meilleures solutions à nos drames sidérurgiques nationaux, alors oui, il y a une chance que naisse l'Europe en réponse aux durs problèmes du monde. »*

Une telle conception est proche de celle développée par Giscard d'Estaing et rejoint la politique de reconversion industrielle destinée à liquider les secteurs jugés non-rentables au profit des secteurs qualifiés de « créneaux ». Dans le domaine de la sidérurgie, c'est une telle conception qui a été mise en œuvre. On sait par quoi cela se traduit : par des licenciements massifs.

En septembre 1977, il écrivait également : *« La controverse (entre les forces de gauche), dans l'ordre économique, ne porte que sur deux grands points. Le premier est l'ampleur de la redistribution salariale et sociale que l'économie française est, ou n'est pas, capable d'assumer à bref délai, c'est-à-dire avant les deux ou trois ans nécessaires pour que la mise en route du plan et la maitrise des grands leviers industriels et financiers permettent d'orienter le pays vers une nouvelle croissance. Une hausse importante du SMIC est économiquement et socialement nécessaire, nous ne voulons pas qu'elle s'accompagne de dizaines de milliers de faillites avec les licenciements que cela impliquerait. »*

Un tel point de vue n'est pas différent de celui de Barre pour justifier sa politique de baisse des revenus.

Or, ne l'oublions pas, cette conception serait mise en œuvre dans une société où les capitalistes continueraient à dominer, où l'État à leurs service serait toujours en place. Cela reviendrait à prêcher l'austérité aux travailleurs.

→

De telles orientations constituent des convergences avec Giscard d'Estaing et font comprendre à partir de quoi celui-ci peut espérer un jour pouvoir faire appel à Rocard si la situation le nécessite.

Néanmoins, une telle évolution n'est pas fatale car il y a aussi des contradictions entre les orientations de Giscard et Rocard. La politique de Rocard, du moins dans ses déclarations, consiste à vouloir mettre en place un certain nombre de pouvoirs nouveaux dans les régions, les collectivités locales, les entreprises. Il était, par exemple, partisan de la création de conseils d'ateliers dans la sidérurgie. Cela serait-il acceptable pour la bourgeoisie ? A moins qu'au nom du réalisme, il n'y renonce.

Rocard-PCF : les frères ennemis...

Mais surtout, Rocard reste partisan de l'alliance avec le PCF. Il l'a réaffirmé à maintes reprises. Sa conception de fond est d'assurer la suprématie du point de vue socialiste et de contraindre le PCF à s'y rallier.

Pour cela, il s'appuie sur des orientations présentes dans le PCF lui-même. Le 9 mars 1978, il écrivait à ce sujet : « *Nous ne rendrons pas service à la gauche en tentant de soustraire le Parti communiste à l'épreuve de vérité que le mouvement socialiste a dû subir, quant à lui, en assurant son renouveau par le moyen d'une rupture de son passé molletiste et non d'une simple mutation. Le mouvement socialiste l'a fait au prix d'une désagrégation, puis d'une reconstitution lente par des militants d'origine diverse qui, dans leur traversée du désert, ont rêvé d'inventer un socialisme réconcilié avec la rigueur et la liberté. L'existence d'un mouvement communiste en France passe aussi par une rupture irrévocable avec le stalinisme, sur tous les terrains, idéologique, organisationnel, économique et politique... Le double dépassement des traditions social-démocrates et staliniennes, pour lequel tant de militants ont œuvré, ne naîtra pas d'un compromis hâtif mais de la capacité à faire de l'autogestion non seulement le projet, mais la méthode politique que la gauche propose à ce pays...* ».

En somme, le projet à long terme de Rocard est la reconstitution d'une union sur un projet commun qui serait en vérité celui du PS, quitte à ce que cela passe par une désagrégation du PCF. Il est certain que les conceptions « autogestionnaires » présentes dans le PCF peuvent rendre crédibles une telle perspective mais elle se traduirait aussi par la disparition de l'identité du PCF et son ralliement à la social-démocratie... C'est pourquoi les conceptions de Rocard sont fort dangereuses pour l'avenir du PCF et combattues par lui.

A ce sujet, Rocard déclarait : « *Si le Parti communiste français se crispe d'une manière définitive sur l'idée qu'il ne peut y avoir de place dans la gauche qu'à condition d'y être dominant ou majoritaire, il n'y a pas d'avenir pour le PCF autre que celui de son déclin.* » Il indiquait encore : « *La gauche ne pourra vaincre unie que quand le Parti communiste aura accepté de donner la priorité à l'union sur ses propres intérêts de parti.* »

Mais ces projets de Rocard risquent de prendre bien du temps avant d'être en mesure de se réaliser et connaîtront des rebondissements. En tout cas, ils ne sont pas pour la prochaine échéance électorale présidentielle. Pour quand alors ? Comment Rocard réagira-t-il si un jour, Giscard élu, venait à lui proposer de coopérer au gouvernement ? Une de ses fortes phrases n'est-elle pas : « *Je me refuse pour ma part à me résigner à ce que la gauche ne soit jamais que la gauche défensive, la gauche protestatrice, la gauche administrative de nos chefs-lieux de canton* » ?

ANGERS : LE ROCARDISME A L'ŒUVRE



Le 11 septembre dernier Monnier, maire rocardien d'Angers, déclarait : « Nous avons été des syndicalistes et nous sommes maintenant des gestionnaires. On ne peut se défiler dans nos responsabilités. »

Le 12 septembre, le personnel de la société de bus d'Angers se mettait en grève contre les 47 licenciements voulus par le maire. Celui-ci déclare le 25 septembre : « La compression des effectifs était malheureusement inscrite dans les nécessités de limitation des charges financières. » *La rigueur économique si chère à Rocard !*

L'UL-CFDT appuiera la politique du maire, s'opposera à la grève, appellera à la reprise du travail. Le 6 octobre, la grève cesse. Bilan : 38 licenciements avoués. Le maire a averti : si la grève reprend, il fera envoyer les flics pour assurer la « liberté du travail », comme il l'a déjà fait contre les chômeurs ou les grévistes de la COTRA qui occupaient la mairie.

La bourgeoisie applaudit et un commentateur du Courrier de l'Ouest *écrit :* « Le maire d'Angers a beaucoup de fermeté et asseoit au fil d'un conflit qui, normalement, n'aurait pas dû lui être favorable sur le plan de son image politique, une figure de leader et de gestionnaire. »

Rocard n'a-t-il pas dit qu'il faudrait faire au niveau de l'État ce qui se fait déjà au niveau des municipalités ?

Congrès de la Fédération des Travailleurs de la Métalurgie CGT

« AU CŒUR DES ATELIERS, DES BUREAUX ... » POUR Y FAIRE QUOI ?

Le 30e congrès de la FTM-CGT vient de terminer ses tavaux, le moment est donc venu de faire le bilan de cet évènement important

Ce congrès constitue une appréciation par la FTM-CGT du travail réalisé pour mettre effectivement en application l'orientation définie au 40e congrès confédéral. Des interventions de plusieurs délégués ont fait état de résistance à la mise en œuvre de la politique d'ouverture adoptée par le 40e congrès. Les appels d'André Sainjon, secrétaire général de la FTM-CGT, puis de Krasucki, à poursuivre l'effort de démocratie syndicale témoignent des résistances à l'application de cette orientation qui existent au sein de la CGT. A ce sujet, André Sainjon déclarait dans son rapport d'ouverture : « *Ne croyons surtout pas qu'en matière de démocratie les choses sont réglées définitivement. Il s'agit d'une école permanente et renouvelée... Nous observons encore des pratiques souterraines qui paralysent toute évolution...* »

Le 40e congrès confédéral avait remis à l'ordre du jour de la réflexion des militants de la CGT, le développement de la démocratie syndicale et le développement de la démocratie ouvrière. Cette volonté de voir se développer la démocratie ouvrière conduit la CGT à définir des moyens qui permettent aux travailleurs d'exercer cette démocratie. C'est cette idée qui est à la base des conseils d'ateliers où, d'après la FTM-CGT, les travailleurs pourront exercer leur pouvoir sur leurs conditions de travail. Cette revendication, avant de pouvoir être prise en compte par l'ensemble des militants, devra faire l'objet d'une étude approfondie afin de déterminer le rapport entre les délégués, les réunions de délégués du personnel et ces conseils d'atelier. Sinon, ces conseils risquent de devenir des instruments aux mains du patronat, pour court-circuiter l'action des délégués du personnel, CHS, etc. D'autre part, la FTM-CGT appelle ses organisations à lutter pour la suppression des règlements intérieurs, véritable code du pouvoir suprême du patron dans son entreprise. Lors d'une conférence de presse, pendant le congrès, la FTM-CGT a déclaré :

« *Le principe même de ces règlements et leur contenu, expriment l'autorisation patronale et sont une insulte à la dignité des travailleurs. Nous dénonçons ces règlements intérieurs et demandons leur suppression* ».

L'organisation syndicale de la classe ouvrière et des autres couches dans la métallurgie

Le 30e congrès de la FTM-CGT voit s'affirmer une volonté d'organiser d'autres couches sociales en dehors de la classe ouvrière. Ainsi, la question de l'organisation des ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise, de même que celle des employés a été largement débattue. On voit se constituer au sein de la FTM-CGT des syndicats d'employés, au même titre que les syndicats d'ingénieurs, cadres, techniciens.

Notons que l'unité de classe n'est pas le rassemblement de toutes les catégories professionnelles sur leurs intérêts propres. L'unité, c'est le rassemblement des travailleurs sur la base d'intérêts supérieurs qui unissent l'ensemble des travailleurs d'une branche face au patron commun. Ces intérêts supérieurs dépassent largement les intérêts de chaque catégorie professionnelle dans une même branche. Voilà pourquoi cette orientation a suscité quelques interrogations chez les délégués qui voient là non pas une contribution à l'unité de tous les travailleurs de la métallurgie, mais l'introduction dans l'action et l'organisation syndicale des divisions catégorielles qui sont le résultat d'une savante politique de division du patronat.

Par contre, la situation des intérimaires, bien qu'évoquée par de nombreux délégués n'a pas vu de réponse satisfaisante apportée par le congrès. Pourtant, travailler à l'unité de la classe ouvrière nécessite d'agir en direction de ces travailleurs au statut d'intérimaire. Enfin, l'effort du congrès, consacré à l'examen des intérêts spécifiques aux cadres, techniciens, employés, s'est fait au détriment de l'examen des problèmes spécifiques d'une fraction de la classe ouvrière durement touchée aujourd'hui : les travailleurs immigrés. Cela n'a pas échappé à de nombreux délégués.

L'action revendicative et les propositions industrielles

La politique de la FTM-CGT a été largement traitée au cours de ce congrès. Au centre de cette politique, on trouve la volonté d'articuler l'action revendicative avec la définition d'un programme économique propre au syndicat, programme qui comprend des réformes industrielles. Nous y voyons là un danger. Nous nous sommes expliqués sur cette crainte de voir se développer une collaboration de classe en voulant imposer la réalisation de ces propositions industrielles dans le cadre actuel. A n'en pas douter, les interventions de la majorité des délégués montrent que leur souci principal est de développer l'action revendicative, l'unité des travailleurs



Le programme de propositions industrielles, qui, pour nous, fait l'objet d'une divergence fondamentale, reste pour eux une question largement secondaire. Ces propositions industrielles resteront sans aucun doute au second plan de la préoccupation de ces militants qui se tournent aujourd'hui plus que jamais vers l'action.

L'unité d'action

On ne peut pas dire que cette question fût largement discutée. S'il n'y a pas eu de longs discours sur cette question, il y a eu des actes qui montrent la volonté d'œuvrer dans la pratique à l'unité d'action des travailleurs. Ainsi, l'intervention du camarade d'Usinor, au nom des « exclus » de la CFDT d'Usinor, fut vivement applaudie lorsqu'il déclara que l'objectif de ces camarades demeurait la réalisation de l'unité des travailleurs CGT comme CFDT dans la lutte contre le patronat. Plusieurs fois, la salle a scandé le mot d'ordre d'unité, notamment, lors de la déclaration du représentant de la FGM-CFDT. Enfin, l'ovation que tous les délégués ont réservée à la délégation CGT et CFDT qui accompagnait le marcheur de l'usine Alsthom de Delle, à côté de Lyon, vaut mieux peut-être que cent discours sur l'unité. Cela démontrait l'importance que revêt pour tout militant syndicaliste l'unité d'action à la base. Même si cette aspiration se trouve particulièrement enrayée dans la période actuelle par les interventions sectaires de certains dirigeants politiques ou syndicaux.

L'organisation : syndicats d'entreprise et les unions syndicales des travailleurs de la métallurgie

Cette question importante fut largement débattue. En effet, de nombreux délégués voient à juste titre dans les unions syndicales des travailleurs de la métallurgie (USTM) un instrument au service du développement de l'organisation syndicale, particulièrement dans les PME, et un instrument de coordination de la lutte contre les unions patronales dont l'UIMM qui constitue un fer de lance de la politique gouvernementale actuelle.

Bien souvent, le développement de ces USTOM se voit entravé par la constitution de syndicats d'entreprise dans lesquels s'enferment les militants au détriment d'une action syndicale qui sort des murs de l'usine pour s'attaquer au patronat. Cette volonté de voir la lutte s'élargir pour unir tous les travailleurs de la métallurgie contre le patronat est le résultat de la prise de conscience que la lutte dans l'entreprise ne suffit pas et que le caractère monopoliste de l'économie, la quasi-hégémonie sur l'ensemble du secteur de la métallurgie des grands groupes par le système des filiales, exige une lutte d'envergure que seules les USTM sont à même de diriger. Cela n'exclut pas la nécessité des syndicats d'entreprise en particulier pour les grosses entreprises, mais ceux-ci doivent s'appliquer à définir leur action en liaison avec les USTM.

La question du montant de la part fédérale de la cotisation a fait aussi l'objet d'un débat important. En effet, les délégués ont obtenu que le montant de la part fédérale soit ramené à 6,85 F. Un premier vote sur la proposition sur le montant de cette part d'une valeur de 7,25 F obtenait une majorité de 104 419 voix contre 92 866. Faute d'une majorité suffisante qui aurait pu susciter un mécontentement important des syndicats, la direction fédérale faisait une nouvelle proposition ramenant la part fédérale de la cotisation à 6,85 F. Cela illustre assez bien les difficultés que rencontrent aujourd'hui les organisations syndicales dans leur politique de développement.

L'orientation internationale

L'orientation de la FTM concernant la situation internationale a été vue présentée aux délégués par le rapport de Jean Tregaro. Cet aspect de l'action syndicale fut assez peu évoqué par les délégués. Soulignons que le rapport préparatoire au 30e congrès confédéral n'en parlait pas. Le contenu du rapport de Tregaro suscite, pour nous, de nombreux désaccords. Nous aurons à revenir complètement sur le contenu de ce rapport. Disons notre déception sur une question grave et immédiate à savoir le soutien humanitaire au peuple kampuchéan. Ainsi, la FTM ne condamne pas la présence des troupes étrangères au Kampuchea, alors qu'à l'ONU une très grande majorité des pays (91) y siégeant vient de condamner la présence de toutes troupes étrangères dans ce pays. Parmi ces pays, de nombreux pays socialistes et du tiers monde. La FTM ne tient-elle donc pas compte de cette réalité ? Sur le plan humanitaire, la FTM a décidé d'apporter un soutien au Kampuchea, uniquement par le Secours populaire, qui se soumet unilatéralement aux exigences des forces d'occupation du Kampuchea, ce qui revient à délaisser les populations qui vivent dans les zones libérées par les patriotes kampuchéans. Cette attitude de la FTM n'est pas compatible avec l'idéal de paix, de justice, d'équité, d'indépendance, de neutralité qui anime la majorité des militants et des adhérents de la FTM.

Pour conclure ces premières conclusions sur le 30e congrès de la FTM-CGT, nous évoquerons trois faits significatifs de ce congrès :

1) La composition sociale dans son ensemble reste stable, sauf pour les catégories d'OP et d'OS. Il y avait en 1976 : 561 OP pour 136 OS. Il y avait à ce congrès 345 OP pour 184 OS, ce qui représente une baisse de 10,93 % pour les OP sur les effectifs mandatés, et un gain de 10,86 % pour les OS. Les OS et les OP représentent 74 % des délégués mandatés.

2) Les femmes ont profondément marqué ce congrès par leurs interventions qui ouvrent pour le mouvement des femmes des perspectives jusqu'alors trop peu développées et popularisées. Une intervention fut particulièrement remarquée dans la mesure où elle liait la lutte des femmes travailleuses pour l'égalité des salaires, des droits, pour le respect de leur condition de femme, si souvent bafouée dans les entreprises, et les aspirations féministes revendiquées par de nombreuses organisations de femmes en appelant à créer des groupes femmes dans les syndicats CGT. C'est là une façon d'unir toutes les femmes en un unique mouvement d'émancipation. Désormais, la présence des femmes n'est plus seulement reconnue nécessaire dans les congrès. Leur contribution est d'année en année plus forte, elle constitue une contribution importante à l'unité de la classe ouvrière et des masses populaires et renforce l'urgence du développement de la démocratie syndicale et ouvrière.

3) Enfin, le congrès a démontré une profonde unité organisationnelle qu'illustre aisément l'ensemble des votes.

Charles MALLOIRE

L'IRAN EN LEGITIME DEFENSE

Déjà responsables d'ingérences dans les affaires intérieures de l'Iran, les USA ont aujourd'hui lancé un nouveau défi au peuple iranien, en bloquant les importations de pétrole

Au-delà de l'émotion suscitée par la méthode consistant à prendre des otages pour faire aboutir une exigence, si juste soit-elle, des interrogations et des critiques que peut entraîner la méthode consistant à s'attaquer aux représentants diplomatiques d'un autre pays pour régler les litiges avec lui, il faut rappeler que les USA sont les uniques responsables de la situation actuelle. Responsables par leur politique passée de soutien au Shah d'Iran, d'ingérences dans les affaires intérieures de ce pays. Responsables aussi par leur attitude actuelle vis-à-vis des exigences légitimes du gouvernement iranien.

L'Iran, en réclamant l'extradition du Shah réfugié aux USA, en demandant que sa fortune volée au peuple soit remise au gouvernement iranien, exprime des exigences justes. L'Iran et son peuple réclament tout simplement justice. Responsable de milliers d'assassinats, le Shah est effectivement un criminel qui doit répondre de ses crimes envers son peuple. La France ne réclame-t-elle pas l'extradition de criminels nazis ? En refusant de répondre à cette exigence, les USA ont lancé un défi au peuple iranien et surtout ils montrent qu'ils continuent à soutenir celui qu'ils installèrent au pouvoir et dont ils profitèrent des crimes. Au lieu de répondre positivement aux exigences légitimes iraniennes, Carter s'est engagé dans une dangereuse escalade, en suspendant les importations de pétrole iranien, en expulsant les étudiants iraniens des USA, en gelant les avoirs iraniens. Les USA ont accumulé en Iran une haine immense qui explose aujourd'hui. Qui sème le vent récolte la tempête, dit-on. Bien entendu, l'URSS ne va pas manquer de chercher à tirer parti de la situation. Mais le peuple iranien a déjà pu juger des intentions de cette autre superpuissance qui, aux frontières de l'Iran, en Afghanistan, se livre à une agression sanglante.

Pierre BURNAND

L'Iran a décidé de réduire dans les cinq prochaines années le volume du gaz naturel exporté vers l'URSS. C'est le directeur de la compagnie nationale du gaz iranien qui vient de l'annoncer, faisant valoir que l'Iran exportait actuellement en URSS la moitié de sa production et que la priorité serait désormais donnée à la consommation interne. Il a d'autre part annoncé le relèvement prochain du prix de ce gaz exporté vers l'URSS.



CONFERENCE MONDIALE DE STOCKHOLM

250 délégués des 4 coins du monde contre l'agression vietnamienne au Cambodge

La Conférence mondiale de Stockholm en soutien au Kampuchea contre l'agression vietnamienne s'est tenue les 17 et 18 novembre en présence de 250 délégués venus de 31 pays. Outre les délégués nationaux, on notait la présence dans la salle de plusieurs représentants du corps diplomatique accrédités en Suède ainsi que des représentants de l'UNICEF et de la Croix-Rouge internationale dans ce pays. La délégation du Kampuchea démocratique était dirigée par Mme Ieng Thirith, ministre des affaires sociales, assistée de M. Ok Sakun, ambassadeur aux Nations Unies à Genève.

D'emblée, Mme Ieng Thirith a rappelé à la fois la férocité de l'agression vietnamienne et la détermination du peuple du Kampuchea à recouvrer son indépendance et sa souveraineté entière et s'est déclarée persuadée que cette réunion historique marquerait un nouvel essor du mouvement de solidarité à travers le monde, contribuant à accélérer la défaite de l'agression du Vietnam, soutenu par l'URSS.

A la tribune, présidée par Mme Wikander (présidente de l'Association d'amitié Suède-Kampuchea), Ian Myrdal (Suède), un représentant du Pan African Congress d'Azanie (PAC), M. Sakamoto, président de l'Association d'amitié Japon-Kampuchea, et Dan Bernstein (USA), se sont succédés une série d'orateurs abordant le problème de l'indépendance du Kampuchea par des biais divers et complémentaires.

Des commissions ont approfondi des sujets particuliers : les tâches de solidarité internationale, la situation au Kampuchea après l'invasion vietnamienne, le rôle de l'URSS en Asie du Sud-Est, l'indépendance du Kampuchea et les principes du droit international, la stratégie de la famine et l'aide humanitaire. La résolution finale fut adoptée à l'unanimité et reflète le grand consensus atteint par tous les participants dans leur diversité. Unanimement aussi fut décidée la nécessité d'étudier la mise en œuvre d'une structure de coordination internationale permanente pour poursuivre le travail entrepris à Stockholm car chacun le comprenait fort bien : celui-ci ne faisait que commencer.

Annie BRUNEL

LES PAYS REPRESENTES

Argentine, Australie, Azanie, Benga Desh, Belgique, Canada, Danemark, République dominicaine, Angleterre, Erythrée, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, RFA, Grèce, Islande, Inde, Iran, Italie, Japon, Laos, Pays Bas, Norvège, Portugal, Turquie, Uruguay, USA, Suède, Kampuchea démocratique.

TÉLÉGRAMME ADRESSÉ A LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM PAR CHARLES TILLON

Il y a 60 ans en Orient, les marins français s'insurgeaient pour laisser au peuple russe son droit à liberté et indépendance – Stop.
Il y a 35 ans, la Résistance libérait le sol français des occupants – Stop.
Les droits des peuples sont inséparables des droits de l'homme – Stop.
Fidèle à mes engagements, je m'associe à votre action pour libération du sol cambodgien de l'occupation vietnamienne – Stop.
Et pour la solidarité envers peuple qu'il faut sauver de sa faim de riz et de sa faim de paix et de liberté.

LES MESSAGES REÇUS

Une foule de messages ont été adressés à la Conférence, venant des quatre coins du monde géographique mais aussi des quatre coins du monde politique, philosophique et religieux. Trop nombreux, ils n'ont pu être tous lus en assemblée générale. Parmi eux, il faut signaler ceux de :

– Joan Baez, apportant son soutien à cette initiative comme à toutes celles visant à soulager les souffrances des trois peuples d'Indochine, à arrêter la guerre dans ces pays et à soutenir le droit à l'autodétermination du peuple cambodgien.

– Vasco de Gama Fernandez, ex-président de l'Assemblée du Portugal, empêché au dernier moment de venir à Stockholm où il devait présenter un exposé sur l'intérêt des pays européens à soutenir l'indépendance nationale du Kampuchea.

– Pa Kin Nan, président de l'Association populaire chinoise d'amitié avec les peuples étrangers.

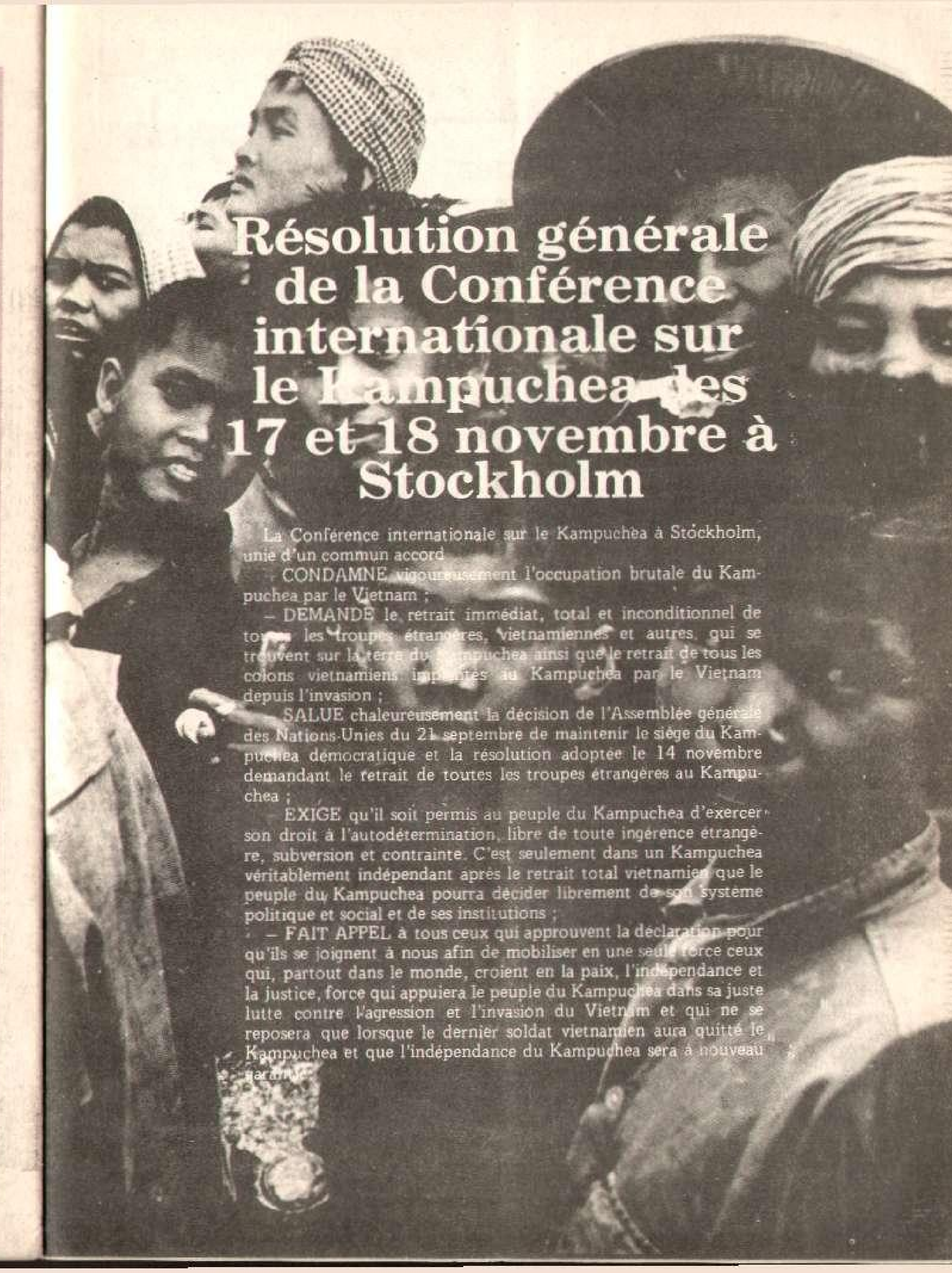
– Pradith Vong Ban Bith, secrétaire du Comité pour l'indépendance du Laos, qui a exprimé son espoir que les hommes du 20e siècle n'accepteraient pas de voir disparaître deux petits pays, le Laos et le Kampuchea, absorbés par un voisin plus puissant et qui a souligné la solidarité de combat des peuples lao et khmer.

– Les sénateurs, Julio Orlando et Alfonso Jonga, du Parti chrétien démocrate italien.

– Les participants d'une conférence nationale indienne de soutien au Kampuchea qui se réunissait le même jour à Calcutta (Inde).

– Les organisateurs norvégiens d'un meeting contre le Kampuchea démocratique, tenu à Oslo, il y a 18 mois. Ces derniers reconnaissent aujourd'hui leur erreur et ont apporté leur soutien à l'appel de Stockholm.

– Les jeunes conservateurs britanniques.



Résolution générale de la Conférence internationale sur le Kampuchea des 17 et 18 novembre à Stockholm

La Conférence internationale sur le Kampuchea à Stockholm, unie d'un commun accord

– CONDAMNE vigoureusement l'occupation brutale du Kampuchea par le Vietnam ;

– DEMANDE le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les troupes étrangères, vietnamiennes et autres, qui se trouvent sur la terre du Kampuchea ainsi que le retrait de tous les colons vietnamiens implantés au Kampuchea par le Vietnam depuis l'invasion ;

– SALUE chaleureusement la décision de l'Assemblée générale des Nations-Unies du 21 septembre de maintenir le siège du Kampuchea démocratique et la résolution adoptée le 14 novembre demandant le retrait de toutes les troupes étrangères au Kampuchea ;

– EXIGE qu'il soit permis au peuple du Kampuchea d'exercer son droit à l'autodétermination, libre de toute ingérence étrangère, subversion et contrainte. C'est seulement dans un Kampuchea véritablement indépendant après le retrait total vietnamien que le peuple du Kampuchea pourra décider librement de son système politique et social et de ses institutions ;

– FAIT APPEL à tous ceux qui approuvent la déclaration pour qu'ils se joignent à nous afin de mobiliser en une seule force ceux qui, partout dans le monde, croient en la paix, l'indépendance et la justice, force qui appuiera le peuple du Kampuchea dans sa juste lutte contre l'agression et l'invasion du Vietnam et qui ne se reposera que lorsque le dernier soldat vietnamien aura quitté le Kampuchea et que l'indépendance du Kampuchea sera à nouveau garantie.

Du monde entier

BULGARIE

Les prix montent.

Annoncée le 12 novembre par le gouvernement et le PC bulgare, l'augmentation moyenne des salaires sera de 30 % et des denrées alimentaires de 35 % à 45 %... Ainsi, le kilo de beurre qui représentait 3,2 % de l'ancien salaire minimum coûtera désormais 6 %. Le riz, les produits laitiers, l'huile, le vin, les alcools et la charcuterie suivent le même régime, ainsi que le téléphone, l'électricité, le chauffage, le fuel et le charbon. Quant au pain, il double tout simplement.

Les hausses ont été justifiées par le gouvernement bulgare, par la nécessité « du développement de l'économie et de l'augmentation de son efficacité ».

Comment se dit « Raymond Barre » en bulgare ?

ITALIE

Le PCI se surpasse !

De mieux en mieux au Parti communiste italien en matière de collaboration avec le patronat.

Après le licenciement à Fiat-Turin de 60 ouvriers sous l'accusation de violence (comprendre : grève sauvage avec occupation), la section du PCI de Turin-Fiat s'est fait rappeler à l'ordre par Giorgio Amendola, ou des grands dirigeant du PCI pour n'avoir pas suffisamment fait la police dans l'usine. S'en prenant au syndicat (tenu par le PCI), Amendola écrit : *« Mais pourquoi celui-ci s'est-il laissé surprendre par l'initiative patronale et n'a-t-il pas pris le premier l'initiative d'une lutte cohérente contre toute forme de violence en usine et contre le terrorisme ».*

S'expliquant encore plus clairement, le dirigeant communiste italien s'explique : *« Les revendications ont augmenté de manière incontrôlée dans un égalitarisme exaspéré qui contribue à mortifier tout orgueil professionnel, toute nouvelle organisation du travail, sans que l'augmentation des salaires s'accompagne d'un accroissement de la productivité ».*

MOYEN-ORIENT

Arrestation du maire deNaplouse

Nouvelle étape dans la mise en œuvre de méthodes terroristes par l'Etat d'Israël pour étendre son contrôle sur les territoires occupés : l'arrestation et la menace d'expulsion qui pèsent sur le maire de Naplouse, Baezam Chaka.

Le prétexte ? Le maire de Naplouse aurait, dans une conversation privée avec un général israélien, justifié le terrorisme. La véritable raison : Chaka, comme les autres maires de villes cisjordaniennes de Gaza, joue un rôle très important dans la résistance du peuple palestinien, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau international.

Officiellement élu, il dispose donc d'une représentativité que même les sionistes ne peuvent contester. Chaka connait d'autre part leurs liens avec l'OLP. Dans la période qui s'ouvre et où les sionistes s'apprêtent à lancer une nouvelle série de colonisations dans les territoires occupés, c'est-à-dire de nouvelles expulsions de paysans arabes de leurs terres, Chaka pouvait représenter un danger pour les autorités sionistes. Au point qu'elles ont préféré jeter le masque de l'autonomie en procédant à son arrestation et en remplaçant les vingt maires qui avaient démissionné en signe de protestation par des administrateurs israéliens.

Car qui voudra désormais croire qu'Israël envisage réellement l'autonomie des territoires occupés, comme le prévoyait l'accord de Camp David lui-même ?

CHILI

Le clergé dénonce Pinochet

300 personnes, pour la plupart des militants de gauche et d'extrême-gauche, ont été enterrées en secret dans le seul cimetière de Buenos Aires après avoir été assassinées par la police de la junte au pouvoir. D'après l'Eglise chilienne, près de 700 personnes auraient ainsi « disparu » depuis le coup d'Etat de 1973.

POLOGNE

5 000 personnes ont manifesté l'autre dimanche 11 novembre à Varsovie. Elles réclamaient l'indépendance du pays et le départ des Russes. Des banderoles proclamaient : *« Pas d'Europe indépendante sans Pologne libre »* et *« Liberté-Paix-Vérité ».*

Une centaine d'arrestations et une cinquantaine de perquisitions avaient eu lieu avant la manifestation. Mais il faut bien voir que le pouvoir en Pologne craint trop une opposition violente du peuple pour oser se lancer dans une répression ouverte contre les manifestants.

Au travail, les bactéries !



La domestication du cheval par l'homme avait marqué une grande étape dans la maitrise de la nature. On en est maintenant à la domestication de l'infiniment petit, des micro-organismes

On peut, en modifiant la nature profonde des bactéries, les greffer pour leur faire produire des substances qu'elles ne produisent pas naturellement. Pourquoi n'introduirait-on pas des troupeaux de bactéries dans les usines ? Ou bien pour produire l'insuline indispensable aux diabétiques, les protéines si utiles à l'alimentation des hommes et du bétail ?

Aux USA et au Japon, la bio-industrie est relativement développée. En France, trois chercheurs viennent de présenter, à sa demande, un important rapport à Giscard d'Estaing intitulé « Sciences de la vie et société ». De même que celui qui avait été commandé il y a un an à Nora et Minc sur la télématique, ce rapport sera gros de conséquences.

La biologie moderne est née quand deux chercheurs anglais ont découvert la structure de la longue molécule « en double hélice » dans laquelle est inscrit le code génétique d'une manière commune à tous les êtres vivants. Dès lors, une étude systématique de l'organisme vivant élémentaire a été entreprise, et on a pu comprendre les mécanismes fondamentaux de la vie des organismes vivants. On connait mieux le mode de reproduction et de fonctionnement de chaque cellule. Une cellule fabrique telle substance et consomme telle autre.

LA RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE

Les savants ont découvert que les cellules et les bactéries étaient de véritables usines à fabriquer certaines substances. Chaque cellule ou chaque bactérie est programmée pour fabriquer un élément. Il suffit de la programmer autrement pour qu'elle produise en grande quantité ce qu'on lui demande. Ainsi est-on parvenu à produire l'insuline. C'est la substance qui abaisse le taux de sucre dans le sang. Ce sont les cellules du pancréas qui fabriquent cette insuline. Chez les diabétiques, cette cellule a un rendement faible. Ils ont donc besoin d'un apport extérieur d'insuline.

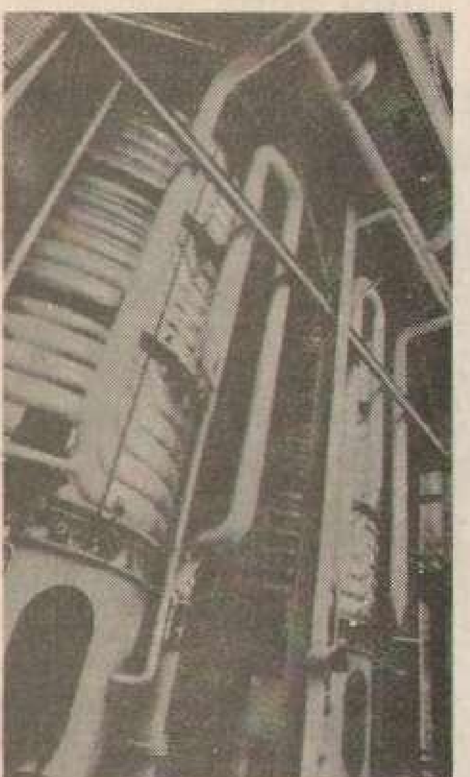
On a donc décidé de mettre des bactéries au travail. On a pris une bactérie qui vit dans l'intestin, mais qui est cultivée depuis très longtemps en laboratoire. Cette bactérie double sa population toutes les vingt minutes. On la met pour cela dans un fermentateur à 37 degrés, on introduit, on greffe un gène (un morceau d'ADN) d'une cellule du pancréas dans une bactérie. La bactérie ainsi programmée va se prendre pour une cellule du pancréas et va produire de l'insuline.

Cet ADN, acide désoxyribonucléique peut être découpé, recollé et monté comme un film ou comme une bande magnétique. On arrive ainsi à domestiquer l'infiniment petit, à cultiver des bactéries, à les reprogrammer pour leur faire produire en quantité industrielle des substances utiles à la médecine, à la science et à l'industrie.

VIEUX COMME LE MONDE

L'objectif est de mettre les bactéries au travail. Mais c'est fait depuis longtemps. Des milliards de micro organismes indispensables à sa survie sont à l'œuvre sur la peau de l'homme ou dans sa flore intestinale. Ce qui est nouveau, c'est d'utiliser sciemment des micro-oranismes de façon industrielle. Sans le savoir, l'homme utilise depuis longtemps déjà l'action de ces bactéries et de ces levures principalement pour la fermentation : le vin, la bière, les yaourts, la choucroute sont fabriqués grâce à l'action des levures ou des bactéries.

→



DES POSSIBILITÉS INSOUPÇONNÉES

On peut sélectionner les bactéries et leur faire fabriquer des protéines qu'elles fabriquent naturellement. On peut utiliser les enzymes pour réaliser des synthèses chimiques extrêmement complexes jusqu'alors, mais on peut surtout modifier le programme d'une bactérie pour lui imposer une production précise. Au niveau médical, on arrive déjà à produire de l'insuline, de la somatostine, (substance du cerveau) ou de l'ovalbumine (protéine de l'œuf). On fabrique aussi des antibiotiques, des hormones (pilule anticonceptionnelle), des coagulants et de anticorps (vaccins). Les Américains annoncent même pour très bientôt la commercialisation de l'hormone de croissance destinée à vaincre le nanisme. On peut déjà produire une demi-douzaine de vitamines par fermentation.

LE GAZOHOL

Dans cinq ans, 300 000 voitures fonctionneront avec l'alcool extrait de la canne à sucre grâce aux bactéries. Ce nouveau carburant s'appelle le gazohol.

« Présent » répondent les bactéries. En effet, il faut 500 millions d'années pour que les déchets organiques qui se trouvent dans le sous-sol se fossilisent et deviennent charbon ou pétrole. L'utilisation des bactéries pour transformer ces déchets permettra de gagner des millions et des millions d'années. Les bactéries peuvent fabriquer du gaz méthane à partir du fumier ou des résidus de ferme. Au premier rang de la lutte anti-pollution, on trouve les bactéries : dans l'épuration de l'assainissement des eaux, elles détruisent à une vitesse inouïe tous les déchets. Au Canada et aux USA, on utilise les bactéries dans les mines d'extraction du cuivre afin de le rendre soluble pour mieux le recueillir ensuite. Alors qu'il fallait un an pour fabriquer le compost de chêne, il suffit de deux mois avec une bactérie extraite de l'estomac des termites.

On comprend que cette bio-industrie qui offre tant de possibilités intéresse les monopoles français.

Tandis que l'Institut Pasteur crée une filiale avec l'Institut Mérieux de Rhône-Poulenc, dans le même temps, il regroupe les activités sur le cancer avec une filiale d'Elf-Aquitaine. Il abandonne dans les deux cas la majorité du capital et la responsabilité de la direction à ces deux trusts privés. Le gouvernement réoriente actuellement toute la recherche menée par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) vers les besoins des patrons. C'est l'objectif des plans Massenet et Aigrin. Conséquence : c'est toute la recherche biomédicale de l'INSERM qui est sacrifié (la recherche sur la santé). Quant au CNRS, divisé en deux grandes branches, il travaillera d'un côté à la recherche avec les trusts, de l'autre au marketing. Les syndicats de chercheurs luttent contre ces projets : *« Ces mesures auraient pour conséquences le sabordage de la recherche fondamentale française et l'asservissement du potentiel existant aux intérêts financiers à courte vue »*. Le professeur Alain Jacob, Prix Nobel et rédacteur du projet commandé par Giscard, s'élève lui aussi contre ces projets : *« Si à l'âge de la pierre, l'avenir de l'humanité avait été confié à la recherche appliquée, on aurait vu des haches de pierre de toutes les formes, à tous les prix, pour toutes les occasions, on n'aurait jamais connu le bronze »*.

Bon moyen pour les patrons de faire des économies dans l'application, les découvertes à l'industrie, bon moyen d'augmenter leurs profits. Cet arrêt de la recherche fondamentale va de pair et risque de stopper aussi le progrès de la science et de ces découvertes qui ont amené au développement de la biologie.

Léon CLADEL

La bactérie aussi grosse que le bœuf

La bactérie qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ! Non, ce n'est pas une fable ! Un bœuf de 500 kg fabrique 500 grammes de protéines par 24 heures. Pour cela, il a besoin de fourrages et de grains, d'où nécessité de cultiver des hectares de terrain. Or, dans le même temps, 500 kg de bactéries produiraient, tenez-vous bien, *de 5 à 50 tonnes* de protéines. Tout cela sans avoir besoin de cultiver, d'irriguer des hectares de terrain.

Rhône-Poulenc et l'Institut Pasteur

S'il existe en France quelques équipes ayant un niveau international, la recherche y est cependant très peu développée. Il n'en est pas de même au Japon, spécialisé dans la synthèse chimique et la fermentation, encore moins aux USA où la recombinaison génétique est très avancée. Déjà, dans ces deux pays, les monopoles réalisent de juteux profits grâce au travail des bactéries et autres enzymes gloutons. En France, c'est le géant de la Chimie, *Rhône-Poulenc*, qui est le plus intéressé par la bio-industrie. Il est le premier producteur mondial de vitamines B 12. Roussel Uclaf et Mérieux ont des productions par fermentation.

Les brevets sont achetés à l'étranger. C'est pour que les monopoles français puissent rattraper leurs concurrents que Giscard propose que les recherches de l'Institut Pasteur et des autres centres soient soumis aux besoins de ces monopoles. Ainsi, l'Institut Pasteur va travailler avec l'Institut Mérieux, filiale de Rhône-Poulenc.

CINEMA

Le pull over rouge

Après le livre du même nom, ce film reconstitue le dossier de l'affaire Ranucci. Une de ces affaires qui jalonnent l'histoire de la justice en France. A chaque fois la même question revient : la justice a-t-elle condamné un innocent ?

Le film est inspiré de l'assassinat de la petite Marie Dolorès Rambla, huit ans, le 3 juin 1974 à Aubagne près de Marseille. Le 27 juillet 1976, Christin Ranucci, condamné pour ce meurtre, était guillotiné dans la cour de la prison des Baumettes à Marseille. Il avait 22 ans. Était-il vraiment coupable ?

« *La peine irréparable suppose un jugement infaillible* » écrivait Victor Hugo, il y a cent ans. Michel Drach fait le procès du procès : des témoignages capitaux ont été escamotés ; ceux qui prouvaient l'existence de l'homme au pull over rouge circulant à bord d'une voiture qui n'était pas de la même marque que celle de Ranucci. Bien sûr, Ranucci a avoué, il s'est ensuite rétracté. On peut se demander dans quelles conditions s'est passé son interrogatoire. Il y avait des témoins à charge... Mais pourquoi des procès verbaux ont-ils été étouffés ?

« *Réhabilitez-moi !* » sera le dernier cri de Ranucci avant que le couperet ne tombe.

Ce film qui condamne certaines méthodes de la police et de la justice était nécessaire. Il n'affirme pas catégoriquement l'innocence de Christian Ranucci, mais il pose des questions très précises sur l'enquête. Il sort à un moment où les gens ont de plus en plus l'impression que la justice, dans certains cas, est prompte à condamner alors que dans d'autres, elle fait traîner l'enquête ou même enterre les dossiers (quand le pouvoir risque d'être éclaboussé). Voilà pourquoi on cherche à interdire la projection de ce film.



L'occupation en 26 images

Lordan Zafranovic est le réalisateur de ce film, *l'Occupation en 26 images*, qui représentait la Yougoslavie au festival de Cannes. Il nous montre trois amis que la guerre et l'occupation fasciste vont séparer.

Le premier prend le parti des occupants, le deuxième participe à la résistance des partisans communistes. Le troisième, israélite, sera persécuté. L'intérêt du film, situé à Dubrovnik, réside dans la façon dont la résistance est mise en scène. C'est une réalité en mouvement qui est dépeinte, celle d'une ville et des bouleversements qu'y introduit l'occupation fasciste. Chaque milieu évolue, prend position pour ou contre la peste brune, en fonction de ses intérêts. La résistance s'organise et se renforce, la confiance reprend le dessus contre les forces du passé. Une grande page de la lutte du peuple yougoslave.



Northen lights

Tandis que la critique ovationnait *« Les moissons du ciel »*, un autre film sur les agriculteurs, *« Northern Lights »* passait inaperçu. Il a pourtant obtenu la Caméra d'Or à la Semaine de la critique. Ce film, très sobre, montre la vie des petits paysans du Nord-Dakota (USA) en 1915 aux prises avec les banques et les spéculateurs. Mais la résistance s'organise sur ces grandes terres à blé, le fils Sorenson travaille à implanter la *Non-Partisan-League*, parti politique qui défend les fermiers et gagne les élections en 1916 dans le Dakota. Une histoire très actuelle.

ROMAN

L'Oued en crue

Bediva Bachir a rédigé cet ouvrage de 1956 à 1960. A l'époque, aucune édition française n'en a accepté la publication. Pourtant, les nombreux faits révélés de la souffrance du peuple algérien mais aussi de son courage et de sa dignité auraient sans doute ouvert les yeux de plus d'un citoyen français à qui on a occulté la laideur de cette guerre colonialiste. En tout cas, ce rôle, l'ouvrage le remplit aujourd'hui et nous apprend beaucoup sur les combats et les sentiments du peuple algérien. Car chaque personnage qui possède bien sa personnalité propre se dépasse lui-même pour représenter le peuple dans son ensemble.

La mère Houria Zerrouk, déchirée par la mort de son mari, de ses enfants, symbolise la souffrance mais aussi la révolte et l'espoir ; elle devient le symbole de la force du peuple : *« Les balles ne pouvaient plus rien contre elle »*.

A travers la vie de Mouloud, le fils, en Algérie puis en France, nous découvrons la vie difficile des jeunes et la condition dramatique des travailleurs immigrés. Avec Aït Aïdir, qui se bat dans les maquis et sa femme française, nous apparait la solidarité qui unit tous ces personnages très attachants. Un livre à lire et à faire connaitre.

Bediya BACHIR



RÉCIT

EDITIONS DU CENTENAIRE

En vente aux Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75019 Paris
à La Force du livre
33, rue René Leynaud
69001 - Lyon



Dans cette revue, on retrouve l'histoire écrite par les luttes de ceux qui n'ont pas droit à la parole, des serfs, des canuts, des paysans, des ouvriers, au fil des siècles. Un article au cœur de l'actualité : celui sur « les lois de 1920-1923 sur l'avortement », des lois qui pénalisent les femmes (condamnation à mort sous Pétain), la grande grève des mineurs de Montceau-les-Mines en 1901, la situation des paysans serfs au moment de la grande peur de l'an 1000, la Commune de Marseille, les galères du roi aux 17e et 18e siècles. Un contenu riche et varié, écrit dans un style clair, présenté sous une forme agréable.

TELE

Aragon, Nizan, Giraudoux, Drieux...

Tandis que se poursuit le lundi la série sur Aragon, le dimanche, ce coup-ci, *Antenne 2* programme une suite sur *Littérature et politique* avec l'évocation, notamment, de Paul Nizan, Drieu-la-Rochelle et Jean Giraudoux. La mode est à l'évocation des écrivains qui ont parqué l'entre-deux-guerres. Est-ce pour dire que ceux qui se sont engagés aux côtés de la classe ouvrière et ont chanté l'espoir dans le socialisme se sont trompés ? Il semble bien que oui.

On présente à la suite des écrivains aussi opposés que Nizan et Drieu-la-Rochelle, sans parler de Giraudoux, qui, comme Drieu-la-Rochelle participa à la collaboration. Où veut-on en venir ? Il semble bien que pour que le consensus de Giscard aboutisse, il vaut mieux que les écrivains ne parlent ni de lutte de classe ni de socialisme.

Nuages sur Bourges

Le *Printemps de Bourges*, c'est un peu, la seule manifestation qui témoigne de l'existence d'une chanson vivante en France. Des airs nouveaux, qu'on n'entend pas toujours dans les hit-parades. A Bourges, s'était affirmée au fil des ans une chanson plus proche de la réalité et des problèmes de la jeunesse et des travailleurs. Une chanson qui a quelque chose à dire, en prise directe sur la société. Nous en avions rendu compte dans nos colonnes. Seulement, voilà le *Printemps de Bourges* s'est développé en 1977, 14 000 entrées payantes en 1978 ; 25 000 et l'an dernier 38 000. En 1979, le déficit avait été de 570 000 F. La Maison de la culture de Bourges s'est prononcée le 18 octobre pour que le festival se tienne seulement tous les deux ans. La muncipalité s'oppose à cette décision et propose de diminuer à 400 000 F l'organisation du *Printemps* avec la moitié seulement à la charge de la Maison de la culture.

Elle a tenté les démarches auprès du ministère de la culture et de la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique). La réponse est entre les mains du pouvoir. Il est à craindre que la cause de cette chanson qui dérange ne trouve pas d'oreille attentive du gouvernement.

CHANSON

Gilbert Lafaille

Deux disques, peu connus, et pourtant ! ça chante juste...

De l'interrogation écrite, rappelant bien des souvenirs, mais aussi la réalité : *« Dites combien de choux-fleurs ne seront pas vendus au prix qu'ils ont coûté et combien d'artichauds finiront sur les routes ? »*. A la femme image : *« Elle s'habille, elle se déshabille... Son monde est fait de mousse, de nacre et d'opaline, loin du bruit et des machines »*, en passant par le gros chat du marché, satire du racisme latent, mais aussi le président et l'éléphant, allusion certaine à la chasse gardée de Giscard en Afrique :

« Regardez l'homme en blanc,
Ça c'est un président
C'est celui qui sourit
Et qui tient le fusil
Il dirige un pays
Où y a pas d'éléphant ».

De plus une musique excellente, une voix agréable. S'il ne passe pas près de chez vous, au moins écoutons ces disques entre amis !

La dérobade de J. Cordelier

Témoignage sur l'enfer

Le film de Daniel Duval qui vient de sortir remet en lumière le roman de Jeanne Cordelier dont il est tiré. Tous deux s'appellent « La dérobade » et racontent le long chemin de croix qui mène à la prostitution et qui réussit à en sortir. Nous parlerons aujourd'hui du roman, un bouleversant témoignage.

Quand Jeanne Cordelier parle de la prostitution qu'elle a vécue, elle écrit : *« C'est vivre un éternel hiver »*, où le soleil n'a été *« inventé que pour les hommes »*. Quand on lit le roman qu'elle a fait de sa vie, on se croit transporté en enfer, dans un autre monde, un monde inouï de violence et d'argent où les filles se retrouvent piégées, tuées à petit feu.

L'éternel hiver de la prostitution

La prostitution, c'est le piège, en vérité un sacré piège. Les filles s'y retrouvent pour échapper à la misère. C'est bien le cas de Marie Mage, le double de Jeanne Cordelier. Mais elles y retrouvent une misère pire encore. Pas la misère de l'argent mais la misère de la solitude et de l'humiliation. Faire une prostituée, c'est briser une femme : le client paie pour sa docilité, le souteneur impose sa soumission. Le système la maintient dans sa servitude : c'est la loi du Milieu de la garder à sa place et c'est le rôle de la police de la mettre en fiche et de la taxer.

Personne n'avait jamais écrit de cette façon pour décrire cette non-vie. Personne n'y avait mis autant d'amour, on a envie de dire « de pureté intérieure ». Même les beaux romans d'Albertine Sarrazin (« *L'Astragale* » et « *La Cavale* ») sont loin derrière.

Un appel à l'amour

Pas de voyeurisme dans ce récit et pourtant... elle en a vu de toutes les couleurs depuis sa petite enfance, depuis que son père l'a violée pour être le premier à l'avoir ! Pas de rancune et pourtant elle en a subi des coups et des humiliations ! Pas de goût de la luxure, elle n'en a même pas le temps après 8 heures de nuit en bordel ou 12 heures de couloir. Et pourtant, elle en a brassé de l'argent ! (Au Saint-Louis, elle a pu recevoir 1 000 F pour une passe). Non, mais un déchirant appel à l'amour qui lui a toujours été refusé dès sa plus tendre enfance, l'amour et la tendresse, l'amitié qui n'ont jamais été que de petites oasis dans la misère.

En entrant dans la prostitution, Jeanne (Marie) apprend la peur, le dégoût de soi et le désir de la mort. Dès le début. Elle a 21 ans quand elle débute et elle se dit *« y être encore à 30 ans, non, je me flingue. »*. Et pourtant, il lui faudra cinq longues années pour venir à bout de son enfer. Très vite, elle est lucide. Contrairement à la plupart de ses « sœurs d'infortune », elle est lucide de l'exploitation que lui fait subir Gérard, son souteneur, qui prend son argent et s'amuse sans elle.

Lucidement piégée

Presque dès le début, elle parle d'en sortir. C'est pourquoi son premier fichage par la police, un an après son entrée au Saint-Louis, a pour elle quelque chose d'une porte qui claque dans le dos : la dernière porte du piège s'est refermée.

Le chemin de la dérobade

On l'accompagne sur ce long chemin ; on est là à côté d'elle, on l'encourage dans sa révolte, on pleure presque de ses défaites, de ses renoncements temporaires, de ses reculs. Marie-Sophie-Fanny, c'est donc si dur, c'est donc si long ? Ce chemin de la dérobade qui t'amène du Saint-Louis, maison de luxe, à Pigalle, à cette sinistre maison close de Cuers où tu te réfugies, le bagne, cent-dix passes dans un week-end, la moitié de chaque passe à la taulière et 50 F par jour de pension... en passant par le 45, rue Saint-Denis, par les bars, par la rue, qui te laisse sans défense, livrée à la violence des sadiques, des fous, des truands...

Ce roman est un véritable plaidoyer pour les femmes, toutes les femmes, outragées, insultées, battues. Plus que l'histoire d'une femme, c'est une histoire de femmes. Curieusement, on se rend compte que ce récit où les hommes sont nombreux ne parle que de femmes : les hommes, aussi falots que phallos, y restent transparents : le père, Gérard, les clients, on les remarque à peine. Les femmes, au contraire, vous prennent aux tripes : les amies, France, Maloup, la sœur Lulu, la mère, les sœurs d'un jour, les terribles taulières, toutes prises au piège, toutes provoquent émotion ou colère...

Non, je ne pourrai plus voir le trottoir comme avant, dans l'indifférence du regard glacé qui coule sur le corps de la fille pour ne pas s'arrêter au détail provocant du vêtement.

Claire MASSON



1918-1939

LES NOUVEAUX PARIAS

Au café du village, le dimanche, une bonne équipe : le Kovalski, la Rouvière, et le Chinois (*) racontent le sale coup que leur a fait le porion, le maçon dit « le Babi » parle avec ses mains tandis qu'Ahmed, arrivé il y a pas longtemps et qui ne boit pas de « canon », écoute sans rien dire.

Une drôle d'équipe ? Et non. Que ce soit dans les Cévennes ou dans les houillères du Nord, depuis plus de 50 ans, se côtoient les « gueules noires » de tous pays à qui le charbon (démocrate !) supprime toute différence.

Exploités, maltraités...

Avant guerre, en France, il y a deux millions et demi de travailleurs étrangers, soit 15 % des travailleurs. Ce sont essentiellement des Européens : Italiens — les plus nombreux —, Polonais, Espagnols, Balkaniques : 90 % des immigrés. Ils ont fui la misère paysanne et les dictatures fascistes — ou presque — de l'Europe centrale. Ils travaillent dans les mines de charbon, sur les docks, dans les chantiers, *« mais sans les droits des travailleurs français pour ce qui concerne les assurances sociales, le secours de chômage et l'allocation aux familles nombreuses ; et ils restent sous la menace constante de l'expulsion »* (5e congrès du PCF - 1926).

Le patronat est même allé les chercher par trains spéciaux et contrats collectifs depuis 1914. Et la CGT de Jouhaux, à la veille de la crise mondiale, se félicite de ce *« que la France se trouve dans une situation favorable pour le chômage, car il y a deux millions et demi d'ouvriers étrangers »*. (Sans commentaire).

Et les 10 % restants ? Ce sont ceux qu'on appelle à l'époque, les *« travailleurs coloniaux »* d'Algérie, d'Indochine, déportés en France comme des esclaves quand on a besoin d'eux, et réexpédiés chez eux en cas de « débauche ». Colonisés chez eux, en France, ils couchent sur les chantiers, à la merci du patron. Ils sont sans famille, isolés par leur culture, leur langue et leur position de dominés, par les

Immigrés : Européens, Africains, Asiatiques, à cette époque tout comme aujourd'hui, la bourgeoisie s'efforce d'en faire des «parias»



autres travailleurs : de vrais « parias » (titre du journal d'Ho Chi-Minh) destinés par le patronat à briser les grèves et à peser sur les salaires. Des droits ? Ils n'en ont pas plus chez eux qu'en France.

Défense et organisation...

Le Parti communiste français s'est très tôt préoccupé des travailleurs immigrés en lançant le mot d'ordre *« Égalité absolue des droits des travailleurs français et immigrés »*. Il a travaillé à leur organisation syndicale et politique en tenant compte de leurs problèmes spéciaux et de leur langue puisque dès 1930, une trentaine de journaux en différentes langues, du PCF et de la CGTU, paraissent.

Malgré quelques erreurs, la commission de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) du Comité central s'est développée et c'est grâce à son travail que de très nombreux étrangers sont devenus des héros de la résistance contre l'ennemi commun : le fascisme.

Malheureusement, le PCF n'a pas eu une politique correcte à l'égard des « travailleurs coloniaux ». Après les avoir ingnorés, un congrès (1928) les inclut d'office, dans le Parti, sans examen de leur situation particulière ni de leurs revendications particulières. Il n'adopte pas de politique particulière à leur égard : ni journal à eux, ni groupe de langue. Il est d'ailleurs caractéristique de ne voir dans une brochure du PCF de 1930 consacrée à l'émigration, aucune mention des « travailleurs coloniaux ». Cette attitude amènera très rapidement le PCF à une politique chauvine par rapport aux colonies, dont nous voyons les effets jusqu'à présent.

40 ans plus tôt , le même refrain bourgeois

« Il y a en France trois millions et demi d'étrangers dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous comptons bien sûr, que le premier soldat tué sur le front sera un Babinovitch, un Grumbach ou un Rosenfeld. Il va de soi que si l'antifascisme de ces honorables conscrits venait à faiblir, il serait nécessaire de les enfourner dans un cargo à destination de l'URSS, ou des employer dans le Sud Algérien » (C'est un bagne). Extrait du journal d'extrême-droite *Je suis partout*. (1938).

Voilà qui prouve que l'exploitation et le mépris capitalistes envers les immigrés ne date pas d'aujourd'hui...

Estelle DELMAS

Pour en savoir plus :

— Il n'existe aucune étude historique sur les travailleurs étrangers de 1918 à 1939 en France :

— Il n'existe rien sur le rôle des étrangers dans la Résistance.

— Mes sources : Jacques Jurquet La Révolution nationale algérienne et le PCF. Et les archives du PCF - Institut Maurice Thorez.

(*) Le Chinois : Vietnamien, le Babi : Italien sont des surnoms courants mais pas péjoratifs. « Canon » : verre de vin du pays.